

# **VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE**

## **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 16 février 2019**

### **PROCÈS-VERBAL**

**Date d'envoi des convocations**  
**et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 5 février 2019**  
**Nombre de Conseillers municipaux : 33**  
**Nombre de Conseillers municipaux présents : 23**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents**  
**ayant donné procuration : 8**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

L'an deux mille dix-neuf, le 16 février à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents** : M. Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, Mme Aldjia **SAIDIA**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : M. Maxime **COUSTON** *procuration à JY CHAPELET*, M. Jean Christian **REY** *procuration à C. SUAU*, Mme Carole **BRESCHET** *procuration à M. CEGIELSKI*, M. Anthony **CELLIER** *procuration à P. BERTHOMIEU*, Mme Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, M. Christian **ROUX** *procuration à C. PRAT*, Mme Yvette **ORTIZ** *procuration à S. ROUQUAIROL*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*

**Conseillers municipaux absents** : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**

## **Secrétaire de séance : Ghislaine COURBEY**

**Jean-Yves CHAPELET :** Avant de démarrer ce Conseil Municipal je voudrais vous dire quelques mots qui sont assez solennels mais je tenais à les prononcer.

Mes chers collègues, féminins et masculins, avant de débiter ce Conseil Municipal en tant que 1<sup>er</sup> magistrat élu de cette ville, je voudrais m'adresser à toutes et à tous quel que soit au sein de cette enceinte votre courant de penser.

En ces temps où la représentation nationale est mise à mal quotidiennement, où certains d'entre nous, au sens large, sont insultés, agressés ou pire nos proches sont quelquefois menacés, je voulais vous assurer tous et toutes du soutien de la Nation.

Soyez fiers d'être des élus de la République car vous êtes le symbole même de la tolérance, du combat contre l'obscurantisme, contre la lâcheté et la bêtise.

N'oubliez jamais que vous êtes les représentants élus du peuple, merci.

**Applaudissements**

Question n° : **01**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 30 juin et 6 octobre 2018.**

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des remarques ?

**Jean-Pierre NAVARRO :** Excusez-moi, j'aurais voulu faire une intervention.

Bonjour à tout le monde d'abord. M. Le Maire, lors de la séance du 30 juin 2018, vous avez tenu à remercier M. Laurent Leschaeve que je ne connais pas mais enfin je pense que c'est à bon escient, pour son travail de consignation des débats du Conseil Municipal. J'ai toujours apprécié la qualité du service rendu par les agents chargés de cette mission ardue pour le moins mais au fil du temps la transmission des procès-verbaux a connu un important décalage. Je constate avec plaisir que ce délai a été considérablement raccourci et je tiens à en donner acte au personnel concerné.

D'autre part, bien que très intéressé par le sujet, je ne suis pas spécialiste dans le domaine grammatical et je me garderai bien de porter le moindre jugement de valeur en la matière. Je tiens simplement à féliciter le technicien et tout le personnel attachés à cette difficile besogne.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous remercie. Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville Gard rhodanien – Programmation 2019.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature du Contrat de ville conclu à l'échelle intercommunale pour la période 2015–2020.

Le décret du 30 décembre 2014 a défini la géographie prioritaire et identifie le quartier prioritaire des Escanoux, Coronelle, Citadelle, Vigan-Braquet pour la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Le Contrat de ville du Gard rhodanien 2015-2020 a été signé le 9 juillet 2015.

Le Contrat de ville comporte un appel à projets annuel cofinancé par les collectivités, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (État), le Conseil départemental du Gard, le Conseil régional. Pour l'année 2019, l'appel à projets fait apparaître :

- 81 dossiers de demande de subvention au total.
- 29 projets sollicitent une subvention de la mairie de Bagnols-sur-Cèze ; 26 ont reçu un avis favorable.
- 9 dossiers sont déposés par la mairie pour des actions portées par les services municipaux, dont la demande de subvention de la caisse des écoles pour le financement du Programme de Réussite Educative.

Il convient :

- d'autoriser Monsieur le Maire à verser aux associations les subventions prévues dans le cadre de l'appel à projet du Contrat de ville,
- de solliciter les subventions auprès des financeurs pour les actions portées par la mairie de Bagnols-sur-Cèze.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Denis RIEU :** Vous avez joint à la délibération le fameux tableau pas toujours facile à décrypter mais qui reprend toutes les demandes de subventions qui ont été adressées auprès de la Mairie avec un petit commentaire sur le côté. Ce que l'on va voter aujourd'hui c'est pour la mairie mais les montants des subventions État, Région et Département ont déjà été discutés mais ne sont pas encore finalisés donc nous n'avons pas toujours les montants correspondant à ces subventions.

Je vais vous donner le détail de quelques actions initiées pour la Mairie :

**Actions initiées par les Petits Débrouillards :**

- « Sciences citoyennes à Bagnols-sur-Cèze » dont le coût s'élève à 9 250 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.
- « Repair café » dont le coût s'élève à 8 055 € pour une contribution de la ville de 500 €.

C'est une association qui s'installe à la Maison du projet aux Escanaux et qui permet aux habitants d'amener du petit matériel avec des toutes petites réparations. Je vous donne un exemple très simple, celui d'un fer à repasser dont le fil a été brûlé. Comment on change le fil d'un fer à repasser ? C'est permettre aux gens de prendre une initiative, de réparer eux même leur matériel et ce qui est intéressant aussi c'est le côté service rendu, c'est-à-dire que ceux qui ont appris à le faire participent aussi aux ateliers pour apprendre à d'autres à faire ces petites réparations qui vont de la réparation du vélo à la réparation de la cafetière, des petits bricolages.

**Action initiée par le « Football Club Bagnols Pont » :**

- « Action d'initiation au football dans le quartier des Escanaux » dont le coût s'élève à 8 000 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.

**Action initiée par la Maison des Alternatives Solidaires (3 actions pour un montant total de 5 500 €) :**

- « Table solidaire » dont le coût s'élève à 25 000 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.
- « Epicerie solidaire » dont le coût s'élève à 26 000 € pour une contribution de la ville de 1 500 €.
- « Les ateliers de la MAS » dont le coût s'élève à 8 500 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.

La Table solidaire et l'épicerie solidaire je crois que tout le monde connaît. Quant aux ateliers se sont des moments d'accueil dans la journée où des personnes qui sont très défavorisées viennent faire du théâtre, de l'écriture, des cours d'anglais, de la poésie, du chant, plein d'activités pratiquement tous les jours.

**Actions initiées par RIPOSTE (2 actions pour un montant total de 8 000 €) :**

- « Chantiers loisirs » dont le coût s'élève à 15 000 € pour une contribution de la ville de 4 000 €.
- « Espace interactif la pépinière » dont le coût s'élève à 17 800 € pour une contribution de la ville de 4 000 €.

Je le répète, les chantiers loisirs ne sont pas des chantiers d'amusement, mais c'est la dénomination qui est ainsi. En l'occurrence, l'année dernière les « Chantiers loisirs » consistaient à faire repeindre par les jeunes les bas d'immeubles, les cages d'escaliers de leurs immeubles.

**Action initiée par le Service d'Ecriture Publique :**

- « L'atelier des clics » dont le coût s'élève à 9 975 € pour une contribution de la ville de 1 500 €.

Cet atelier a pour objet de permettre à des personnes dans les quartiers, l'accès à l'informatique et l'accompagnement de la formation en informatique.

- « Référent de parcours inclusion numérique » dont le coût s'élève à 8 000 € pour une contribution de la ville de 1 000 €.

C'est également de l'accompagnement. On se rend compte qu'il y a beaucoup d'ateliers autour de l'informatique et autour de l'apprentissage de la langue française mais souvent pas de corrélation entre les différents ateliers et le « référent de parcours » a pour tâche justement d'assurer une cohérence dans le parcours de chaque personne. D'ailleurs, il va peut-être sortir un petit livret, pour l'instant il est encore en cours de finalisation, dans lequel chaque personne aura son parcours d'inscrit et en fonction de ce parcours on dira à la personne « vous avez droit à tant d'heures de cours auprès de tel organisme » et puis après « vous pouvez continuer en informatique à tel lieu » en fonction du besoin de la personne puisque selon les structures la proposition n'est pas la même, c'est-à-dire que si on a besoin simplement de remplir un dossier CAF, on peut s'adresser à la CAF. Si on veut avoir de l'informatique plus ludique, plus d'accès Internet on peut aller à Mosaïque. Si on veut avoir de la formation un peu plus poussée en informatique, ce sont d'autres ateliers auxquels il faut s'adresser et ce « Référent de parcours » permettrait effectivement de coordonner le parcours des personnes.

#### **Action initiée par Peuples Solidaires :**

- « Promotion de la diversité culturelle » dont le coût s'élève à 8 900 € pour une contribution de la ville de 1 000 €.

#### **Actions initiées par Mosaïque-en-Cèze (8 actions pour un montant total de 13 000 €) :**

- « Atelier langue et culture » dont le coût total s'élève à 9 000 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.
- « Ateliers multimédia » dont le coût total s'élève à 8 000 € pour une contribution de la ville de 1 000 €.
- « Jardins et bien-être » dont le coût total s'élève à 5 000 € pour une contribution de la ville de 1 000 €.
- « Actions en pied d'immeubles » dont le coût s'élève à 15 000 € pour une contribution de la ville de 3 500 €.
- « Prévention vacances » dont le coût total s'élève à 15 500 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.

Il s'agit de l'organisation de vacances pour des enfants qui ne peuvent pas en profiter.

- « Rencontres ados et parents d'ados » dont le coût total s'élève à 3 500 € pour une contribution de la ville de 800 €.
- « Parents d'ados : richesses et dangers du net » (Maison des parents hors LAEP) dont le coût total s'élève à 8 500 € pour une contribution de la ville de 1 700 €.
- « Atelier Parents-enfants, culture et communication » dont le coût total s'élève à 4 500 € pour une contribution de la ville de 1 000 €.

#### **Action initiée par Récup Atout prix :**

- « Le vélo comme outil de lien social au sein des quartiers prioritaires » dont le coût s'élève à 5 500 € pour une contribution de la ville de 1 500 €.

Ces ateliers se sont déjà déroulés l'année dernière et se dérouleront à nouveau cette année pendant les petites vacances. Ce sont des ateliers de petites réparations de vélos. Je ne sais pas si vous l'avez vu l'année dernière, mais ils s'étaient installés à côté du City Parc. L'idée c'est que les enfants viennent avec leurs vélos qui ne sont pas toujours en bon état, les

réparent avec quelqu'un qui leur donne un coup de main. Je vais vous raconter une anecdote à laquelle j'ai assisté. Un petit gamin est arrivé avec un vélo qui n'était quand même pas en bon état et le monsieur qui était présent lui a dit : « écoute, tu vois ton vélo n'est pas en très bon état, on va le réparer et je vais le garder parce qu'il est trop petit pour toi et je te propose de prendre celui-là à la place » et le gamin est parti avec un vélo à sa taille particulièrement heureux.

**Actions initiées par AVAQ (au titre du Conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze) :**

- « Diversifier les modalités de rencontre avec les habitants » dont le coût total s'élève à 3 000 € pour une contribution de la ville de 800 €.

Cette association a été créée par le Conseil Citoyen. Le Conseil Citoyen est composé de personnes tirées au sort, qui ne sont pas des élus, qui ne sont pas automatiquement des membres d'associations donc ils ne sont pas porteurs, ils n'ont pas de statut d'association. Le Conseil Citoyen a créé une association qui leur permet de monter des actions.

- « Création d'un système d'échange local (SEL) » dont le coût total s'élève à 1 900 € pour une contribution de la ville de 200 €.
- « Appui méthodologique du Conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze par un tiers neutre » dont le coût total s'élève à 6 480 € pour une contribution de la ville de 2 000 €.

Ce sont des actions qui permettent au Conseil Citoyen de se former et de s'organiser, de faire des rencontres inter Conseil Citoyen.

**Action initiée par les Compagnons bâtisseurs :**

- « Auto réhabilitation accompagnée » dont le coût total s'élève à 39 850 € pour une contribution de la ville de 2 500 €.

Cette action a été initiée l'année dernière et elle est renouvelée cette année. Elle permet à des habitants d'amener des petites améliorations dans leur logement et de le faire en étant accompagné. C'est-à-dire que des techniciens appelés « Compagnons Bâtisseurs » viennent sur le lieu d'habitation, évaluent ce qu'il y a à faire, l'aident à organiser son chantier et quelquefois lui donnent quelques éléments techniques. Ces travaux ne sont pas pris en charge par le bailleur social. L'année dernière, il y a eu 5 projets, un a été réalisé à Pont-Saint-Esprit, 3 autres ont été réalisés à Bagnols, un n'a pas fonctionné. Nous souhaitons que ce dispositif s'accroisse parce que c'est vraiment intéressant de permettre à des personnes d'abord de reprendre confiance en elles, de remettre un peu en état leur appartement et de le faire par elles-mêmes surtout.

**Action initiée par Circa la Chartreuse :**

- « Ecrire lire et dire le théâtre avec et pour les habitants » dont le coût total s'élève à 3 000 € pour une contribution de la ville de 1 000 €.
- **Le montant total des subventions aux associations versées par la mairie pour le portage d'actions dans le cadre du Contrat de ville 2019 est de 41 900 € hors subvention à la caisse des écoles pour le financement du PRE.**

**Les demandes de subventions déposées par la mairie :**

Service	Action	Contribution de la ville	Financeurs sollicités		
			CGET	Département	Région

				du Gard	Occitanie
Education	Petits déjeuners à l'école maternelle	1 100 €	1 000 €	1 000 €	
Education	Tutorat par les pairs	2 300 €		2 000 €	2 000 €
Culture	Organisation locale de l'exposition d'architecture « Quatre grands ensembles Occitanie »	1 500€	2 000 €	1 500 €	2 000 €
Education/Sport	Coup de pouce adhésion	2 000 €	2 000 €	2 000 €	
Animation sport jeunesse	Animation de quartier pendant les vacances (Hiver, Printemps été et automne 2019)	10 000 €	10 000 €	5 000 €	5 000€
GPU	Fonds de participation des habitants (FPH)	1 000 €	1 000 €	1 000 €	
Médiathèque	Spectacles en famille	7 600 €	1 800 €	1 800 €	
Maitrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS)	Ingénierie	15 961 €	15 961 €	15 961 €	

En ce qui concerne le « Fonds de participation des habitants » c'est un système qui permet aux habitants de financer des petites actions sans avoir toute la lourdeur de l'administration. C'est-à-dire que ça leur permet, s'ils veulent faire une fête de quartier où une animation sur le quartier, de le faire très rapidement en sachant qu'il y a quand même un comité de sélection des projets et un comité de suivi des projets dans lequel nous sommes impliqués. Voilà j'en ai terminé.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Monsieur le Maire, il s'agit de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien. Je vous rappelle que notre groupe disposait d'une représentante au sein de cette instance et je sais, j'en suis certain, qu'elle brillait par son absence comme au Conseil mais étant donné qu'elle en a été exclue je n'ai plus aucune possibilité de suivre les débats, je ne suis jamais invité même en tant que spectateur aux débats de cette instance, pour cette raison au nom de mon groupe je me vois obligé de voter contre toutes les questions traitant de la Communauté d'Agglomération.

**Jean-Yves CHAPELET :** Comme quoi vous avez des problèmes chez vous aussi, ça me rassure.

**Serge ROUQUAIROL :** Tout d'abord mes remerciements à M. Rieu parce qu'il apporte des explications simples à quelque chose que nous avons l'habitude de considérer comme très complexe aussi bien dans la formulation que dans la diversité des interventions croisées. Notre vœu, il n'est pas que l'on démontre systématiquement l'intérêt des choix qui ont été pilotés, qui ont été reconnus ou soutenus par la ville parce qu'en général cela se fait dans des séances de travail où les actions sont détaillées. Ce qu'il serait intéressant de produire devant le Conseil Municipal, ce serait de faire un focus sur une action, la nature de cette action, la nature de l'institution qui la porte au cas où ce ne serait pas la ville ou une association particulièrement connue et la part que représente ce que nous votons en Conseil Municipal dans le cadre de la politique de la ville par rapport aux autres sources de financements dont pourrait bénéficier la structure en question. Ce qui serait très parlant, très éclairant pour nous parce que, évidemment, nous faisons confiance en la façon dont sont menées les discussions et pour y avoir participé moi-même, je sais très bien que c'est extrêmement compliqué et que là-dedans il n'y a pas d'intention cachée mais nous savons tous et nous le déplorons que ça représente de façon caricaturale l'extrême complexité du vocabulaire administratif, du jargon pour ne pas y échapper et l'extrême complexité de ces arcanes pour obtenir le moindre centime. Donc, si l'on peut apporter un éclairage, alors on pourrait prendre une action comme exemple mais ce ne serait qu'un exemple, je pense que ce serait très parlant, très éclairant parce qu'il y a des actions que l'on aide, vers lesquelles on va apporter une aide financière et dont on ne connaît pas le résultat d'ensemble ni en amont, ni en aval, et ce serait intéressant une fois d'avoir cette illustration parce que cela montrerait clairement que ce n'est pas du saupoudrage et que le résultat intéresse toute la communauté de notre cité. Je vous remercie.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci M. Rieu pour cette présentation. Je voudrais revenir sur plusieurs choses. Le « Coup de pouce » vous savez combien il nous est cher. Les 2.000€ c'est juste l'adhésion, on a toute une série d'actions qui sont derrière et qui font partie de l'ensemble du programme « Coup de pouce » qu'il faut présenter pour démontrer sa cohérence.

Cette année, la priorité forte est mise sur l'accès à Internet au niveau des Escanaux car on voit bien qu'il y a une fracture Internet au niveau des quartiers Politique de la ville. Fracture Internet parce que l'on a des populations qui ont besoin d'apprendre à l'utiliser mais aussi fracture Internet parce qu'aujourd'hui, toutes les personnes qui sont dans cette salle, si vous avez besoin d'une carte grise, le seul moyen que vous avez de pouvoir lancer la procédure pour l'obtenir c'est d'aller sur Internet ce qui semble pour certains ici d'une évidence, par contre quand il faut le faire au quotidien c'est une épreuve. Toutes les démarches administratives aujourd'hui sont dématérialisées. Je voulais rappeler que tout à l'heure M. Rieu vous a présenté la cohérence que l'on essaye de mettre dans l'accès à Internet ou dans l'utilisation de l'outil informatique mais sachez qu'elle ne s'arrête pas qu'à Mosaïque, il faut rajouter les AVF, il faut rajouter l'AREN, les retraités du BTP, il faut rajouter d'autres associations. Quant au projet de petit livret, cela nous semble anecdotique mais quand vous n'êtes pas habitué à utiliser ne serait-ce qu'un écran, ne serait-ce qu'un clavier, ça devient très compliqué pour faire des démarches administratives mais c'est vrai qu'il va falloir mettre un peu de cohérence à tout ça. En tous les cas pour cette année notre but est de mettre l'accent sur cette fracture d'accès à Internet. Je vous remercie.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.



Y-a-t-il des oppositions ? **2 oppositions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NVAVARRO) - Des abstentions ? Non.

**La question n° 2 est adoptée à la majorité.**

Question n° : **03**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Signature de la charte nationale ÉcoQuartier pour le nouveau projet urbain du quartier des Escanaux.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Depuis septembre 2017, la municipalité élabore un nouveau projet d'aménagement pour le quartier des Escanaux dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). En concertation avec les habitants et en lien avec l'ensemble des acteurs, un plan guide d'aménagement a été défini et stabilisé mi-2018 avec l'appui d'une mission d'étude urbaine regroupant une équipe pluridisciplinaire de professionnels : architectes, paysagistes, sociologues, ingénieurs climatiques et hydrauliques notamment.

Ce projet fait actuellement l'objet de l'écriture d'une convention de renouvellement urbain intégrant des moyens financiers permettant la mise en œuvre du projet. En parallèle de l'écriture de la convention, il paraît opportun de présenter le projet des Escanaux comme candidat au label national ÉcoQuartier.

Un ÉcoQuartier est un projet d'aménagement urbain qui respecte les principes du développement durable tout en s'adaptant aux caractéristiques de son territoire. La démarche concerne tous les types de projets : neufs ou de renouvellement urbain, rénovation de quartiers sensibles, opérations dans de grandes agglomérations ou dans des contextes périurbains et ruraux, en France métropolitaine comme en Outre-mer.

Le label n'est pas une norme et ne propose pas de modèle unique. Au contraire, il garantit la qualité des projets sur un socle d'exigences fondamentales :

- le pilotage et la participation selon des méthodes de co-construction,
- la contribution à l'amélioration du quotidien, par la mise en place d'un cadre de vie sain et sûr pour tous les habitants et usagers de l'espace public ou privé, et qui favorise le lien social,
- la participation au dynamisme économique et territorial, grâce à la mixité fonctionnelle et sociale et à une offre adaptée de mobilité propice au développement d'alternatives à la voiture individuelle,

- la promotion d'une gestion responsable des ressources et de l'adaptation au changement climatique, intégrant les préoccupations liées à la place de la nature en ville.

La démarche de labellisation comporte 4 étapes, correspondant aux différents stades du projet : l'idée, et la conception, la mise en chantier, la vie de quartier, et son amélioration continue avec et pour ses usagers.

- Etape 1 : Le label ÉcoQuartier – l'étape 1 est obtenu par la signature de la charte ÉcoQuartier par les élus et leurs partenaires pour le projet concerné. L'enregistrement du projet sera fait sur une plate-forme nationale. Cette étape correspond au démarrage de la phase d'étude du projet par la collectivité locale.
- Etape 2 : Une fois les études achevées et le chantier engagé, une expertise du projet est réalisée pour vérifier la conformité du projet à la charte ÉcoQuartier.
- Etape 3 : Dans les mêmes conditions que l'étape deux, lorsque l'ÉcoQuartier est livré (ou quasi livré), une expertise est réalisée pour l'obtention du label ÉcoQuartier – étape 3.
- Etape 4 : Trois ans après l'obtention du label – étape 3, la collectivité mesure la tenue de ses engagements dans le temps. Cette étape, validée par la commission nationale, s'appuie sur la mise en place d'une démarche d'auto-évaluation associant les habitants et usagers du territoire, et tournée vers l'amélioration continue (à l'échelle du projet, et dans les pratiques au-delà, sur le territoire de compétence de la collectivité).

A ce stade d'avancement du NPNRU des Escanaux et conformément à l'avis favorable émis par le comité de pilotage de 15 novembre 2018, il convient tout d'abord pour la municipalité de déclarer sa volonté de s'inscrire dans le processus ÉcoQuartier et de signer la charte permettant de valider l'étape 1.

Le plan guide du projet étant d'ores et déjà défini et la convention de renouvellement urbain en cours d'élaboration, l'étape 2 pourra rapidement être enclenchée auprès des services de l'État afin que la commission nationale puisse certifier la conformité du projet au regard des critères du label.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Je le mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n°3 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **04**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Approbation du Programme Local de l'Habitat 2019-2024.**

## **1/Note synthétique de présentation :**

### **1 - Procédure d'approbation du PLH**

Par délibération en date du 17 décembre 2018, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024.

Conformément aux articles L. 302-2 alinéa 4 et R. 302-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, la commune a été saisie par courrier en date du 3 janvier 2019 afin de formuler un avis sur le projet de PLH ainsi arrêté et dispose pour cela d'un délai de deux mois à compter de la date de saisine.

Au vu de ces avis, le Conseil Communautaire délibèrera à nouveau sur le projet de PLH 2019-2024 et le transmettra au représentant de l'État. Celui-ci le soumettra pour avis, dans un délai de deux mois, au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement. Le représentant de l'État, s'il estime que le projet de Programme Local de l'Habitat ne répond pas aux objectifs de répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, de renouvellement du parc immobilier et d'accroissement du nombre de logements et de places d'hébergement nécessaires, adressera, dans un délai d'un mois, des demandes motivées de modifications à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

En cas d'avis défavorable ou de réserves émises par le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement sur le projet de Programme Local de l'Habitat, le représentant de l'État pourra adresser, dans un délai d'un mois suivant cet avis, des demandes motivées de modifications à Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, qui en délibèrera.

In fine, la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien adoptera le Programme Local de l'Habitat. La délibération publiée approuvant le PLH deviendra exécutoire deux mois après sa transmission au représentant de l'État. Si, dans ce délai, le représentant de l'État notifie au Président de la Communauté d'Agglomération les demandes de modifications mentionnées qu'il estime nécessaire d'apporter au programme, le PLH ne deviendra exécutoire qu'à compter de la publication et de la transmission au représentant de l'État de la délibération apportant les modifications demandées.

## **2 – Rappel des modalités d'établissement du PLH 2019-2014 de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien**

Le projet de PLH arrêté le 17 décembre 2018 est le résultat d'un travail initié par la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien en avril 2013 puis relancée début 2018 avec l'appui du Cabinet URBANIS.

L'élaboration de ce PLH a été menée dans le cadre d'une démarche participative et concertée associant les 44 communes de la Communauté d'Agglomération, les Services de l'État, le Département, la Région, les bailleurs sociaux et les associations intervenant dans le domaine du logement et de l'hébergement.

Les communes ont notamment été associées dans le cadre d'ateliers territoriaux réunis en février/mars 2018, d'ateliers thématiques organisés le 13 novembre 2018, de chacun des Comités techniques (28 mars 2018, 27 juin 2018) et de Pilotage (9 avril 2018, 4 juillet 2018 et 5 décembre 2018) et d'une réunion spécifique de présentation aux Elus du projet de PLH le 26 novembre 2018).

Chacune des communes de l'Agglomération a été interrogée, sur la base d'un questionnaire envoyé en février 2018, sur sa perception et sa hiérarchisation des enjeux en matière de logement et hébergement et sur ses projets en la matière sur la durée du PLH ; les communes n'ayant pas répondu à ce questionnaire ont été « relancées » en juin 2018.

### **3 – Orientations et programme d'actions du PLH**

Au travers de ce PLH, l'objectif est de construire une politique de l'habitat territorialisée, reprenant les principes de relance, de structuration et de diversification de la production définis par le SCOT du Gard Rhodanien.

S'agissant d'un premier PLH, la volonté a été de définir un nombre volontairement restreint d'actions les plus efficaces au regard des enjeux du territoire, et mettre en place les outils techniques, financiers et d'ingénierie nécessaires à la mise en œuvre progressive d'une politique d'habitat ambitieuse.

Sur la base des enjeux mis en exergue par le diagnostic, 5 axes stratégiques ont été dégagés, déclinés en orientations pour chacune desquelles ont été identifiés les outils et moyens à mettre en œuvre.

#### **Axe 1 – Relancer et structurer la production de logements à l'échelle de l'agglomération du Gard rhodanien**

- Un objectif de production de 3 380 logements sur la durée du PLH, sur la base d'un taux de croissance de 1,1% annuel par an retenu par le projet de SCOT.
- Un rééquilibrage de la production sur les pôles de centralité, conformément au PADD du SCOT de l'agglomération du Gard rhodanien :
  - un renforcement du poids des pôles de centralité qui porteront au total 45% de la production attendue de logements : 25% sur Bagnols-sur-Cèze, 12,5% sur Pont-Saint-Esprit et 7,5% sur Laudun-l'Ardoise,
  - un confortement des 5 pôles de rayonnement avec 16% de la production totale,
  - un confortement des 3 communes d'appui avec 10% de la production totale,

- une maîtrise du développement des villages : 12% de la production totale sur les 8 villages de l'axe d'influence et 17% de la production totale sur les 25 villages de terroir.

Cette relance de la production devra s'appuyer sur le réinvestissement urbain et sur l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation, dans la recherche de formes urbaines plus économes d'espace et mieux intégrées à leur environnement urbain et paysager, dans des proportions qui seront définies par le SCOT.

#### **Action 1.1 – Mettre en œuvre une stratégie foncière pour l'habitat**

1.1.1 - Réalisation d'un diagnostic foncier sur l'ensemble des communes.

1.1.2 - Sensibilisation des communes aux outils de maîtrise foncière.

1.1.3 - Mise en œuvre d'un partenariat avec l'EPF Occitanie (convention cadre et conventions opérationnelles sur les secteurs à enjeux à court-moyen terme).

#### **Action 1.2 – Assurer l'opérationnalité du PLH au travers des documents et des opérations d'urbanisme**

1.2.1 - Suivi de la mise en compatibilité des PLU avec le PLH et accompagnement des communes dans la traduction des objectifs du PLH dans leurs documents d'urbanisme.

1.2.2 - Etudes urbaines et de programmation, prioritairement ciblées sur les secteurs faisant l'objet de conventions opérationnelles avec l'EPF Occitanie.

### **Axe 2 – Développer une offre de logements diversifiée et attractive en réponse aux besoins et attentes des ménages**

- Développer l'offre locative sociale et en assurer une répartition plus solidaire à l'échelle du territoire, en affectant un pourcentage de la production globale de logements à des logements sociaux :
  - 20% sur Bagnols-sur-Cèze
  - 40% sur Pont-Saint-Esprit et Laudun-l'Ardoise
  - 15% sur les pôles de rayonnement et les communes d'appui (hors Saint-Nazaire)
  - 10% sur les villages de l'axe d'influence et villages de terroir
- Intégrer la reconstitution de l'offre démolie dans le cadre du NPNRU des Escanaux au prorata des 6 ans du PLH soit 120 logements locatifs sociaux à reconstituer.
  - Au total, 780 logements devraient ainsi être produits sur le territoire du Gard rhodanien sur la durée du PLH 2019-2024 dont 660 au titre du PLH et 120 au titre de la reconstitution de l'offre NPNRU.
- Favoriser une production en adéquation avec la demande locale et le profil des ménages :
  - un minimum de 30% de logements très sociaux (PLAi ou conventionnement très social ANAH) soit 235 logements minimum,
  - un rééquilibrage de la production incluant notamment davantage de petits logements,
  - un renforcement de la production de logements adaptés aux personnes à mobilité réduite.
- Mobiliser l'ensemble des modes de production, en fonction de la taille et des caractéristiques des communes : 85% environ de logements HLM neuf ou en

réhabilitation, 5% de logements communaux conventionnés, 10% de logements conventionnés privés ANAH.

- Favoriser le parcours résidentiel des jeunes ménages actifs et des classes moyennes et pour cela favoriser la production d'une offre en accession et notamment en accession abordable tant en habitat individuel que dans l'ancien et notamment sur la ville centre.
- Mettre en œuvre une politique de peuplement du parc social HLM à l'échelle de la communauté.

#### **Action 2.1 – Soutenir la production locative sociale**

2.1.1 – Pérennisation du dispositif existant de garantie d'emprunt aux bailleurs sociaux.

2.1.2 – Mobilisation des outils réglementaires existants (Code de l'Urbanisme) et assistance aux communes (recherche de bailleurs, négociation avec les promoteurs).

2.1.3 – Aide technique et financière (mobilisation du fond de concours) à la production de logements locatifs communaux conventionnés.

2.1.4 – Mise à disposition des bailleurs sociaux de logements communaux dans le cadre de baux à réhabilitation.

2.1.5 – Aide aux opérations complexes d'acquisition-amélioration de logements sociaux en centre-ville de Bagnols-sur-Cèze dans le cadre du Plan Action « Cœur de Ville » (Action Logement).

#### **Action 2.2 – Favoriser le développement d'une offre en accession abordable**

2.2.1 – Mobilisation des outils réglementaires existants (Code de l'Urbanisme), assistance aux communes (négociation avec les promoteurs) et information des candidats à la primo-accession.

2.2.2 – Engagement d'une réflexion sur la mise en place éventuellement d'une aide financière à l'accession abordable : champ d'intervention, modalités...

#### **Action 2.3 – Promouvoir la production de logements en accession abordable**

2.3.1 – Mise en place des instances et documents cadres de la politique de peuplement et attributions : Conférence Intercommunale du Logement, Convention Intercommunale d'Attribution et Plan Partenarial de gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs.

### **Axe 3 – Mieux prendre en compte les fragilités et les besoins des publics spécifiques**

- Le logement des jeunes : offrir des réponses adaptées à la diversité des situations (étudiants, apprentis, jeunes actifs).
- Le logement des seniors : développer des solutions diversifiées en fonction du degré d'autonomie.
- Les publics les plus démunis : renforcer l'offre d'hébergement d'urgence et d'insertion.
- Les gens du voyage : répondre aux obligations réglementaires et prendre en compte les problématiques de sédentarisation.

#### **Action 3.1 – Développer une offre adaptée en direction des jeunes et des étudiants**

3.1.1 – Création d'une structure collective sur la ville centre de Bagnols-sur-Cèze.

3.1.2 – Développement d'une offre de petits logements locatifs abordables : renforcement de la production de logements type T1/T2 au sein du parc HLM de Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit ; mise en relation des jeunes en demande de logements autonomes avec les bailleurs privés (dans le cadre des dispositifs OPAH-RU, PIG)

#### **Action 3.2 – Favoriser le parcours résidentiel des seniors sur le territoire de l'agglomération**

3.2.1 – Adaptation du parc privé dans le cadre des dispositifs OPAH RU / PIG

3.2.2 – Adaptation du parc locatif social, notamment dans le cadre du NPNRU des Escanaux.

3.2.3 – Développement d'une offre alternative en direction des personnes âgées autonome : Maisons en partage, habitat intergénérationnel ....

### **Action 3.3 – Développer l'offre en hébergement d'urgence et logement d'insertion en direction des plus démunis**

3.3.1 – Renforcement de l'offre d'hébergement d'urgence : 4 places supplémentaires sur Bagnols-sur-Cèze (annualisation des places de renfort hivernal) et capitalisation des informations sur les besoins auprès des différents acteurs (SIAO, CCAS, associations).

3.3.2 – Renforcement de l'offre d'hébergement et logement temporaire ou d'insertion : extension de la maison relais de Bagnols-sur-Cèze, développement de l'intermédiation locative, renforcement de l'offre locative très sociale.

### **Action 3.4 – Mettre en œuvre les structures adaptées à l'accueil des gens du voyage**

3.4.1 – Réalisation de l'aire de grand passage inscrite au Schéma Départemental pour l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage

3.4.2 – Prise en compte des problématiques de sédentarisation.

## **Axe 4 - Requalifier le parc ancien**

- Lutter contre la vacance et favoriser la production d'un parc de logements de qualité en centres anciens.

L'objectif fixé est de requalifier et remettre sur le marché 15% des logements en situation de vacance dure, soit 140 logements sur la durée du PLH (23 logements en moyenne par an).

- Lutter contre l'habitat indigne.
- Poursuivre les efforts de requalification du parc social public et notamment de mise aux normes thermiques.

### **Action 4.1 – Mobiliser les dispositifs opérationnels en faveur de la requalification du parc ancien**

4.1.1 – Reconduction du dispositif OPAH RU 20202024 de Pont-Saint-Esprit et ORI Bruguier Roure.

4.1.2 – Mise en œuvre d'une OPAH-RU sur le centre de Bagnols-sur-Cèze dans le cadre du dispositif « Action Cœur de Ville ».

4.1.3 – Mise en œuvre d'un dispositif de type PIG multithématique à l'échelle du territoire de l'agglomération.

### **Action 4.2 – Renforcer la lutte contre l'habitat indigne**

4.2.1 – Sensibilisation des Elus à la lutte contre l'habitat indigne en relais du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne.

### **Action 4.3 – Renforcer les actions de requalification du parc HLM**

4.3.1 - NPNRU « Les Escanaux » Ville de Bagnols-sur-Cèze.

## **Axe 5 - Piloter et animer la politique locale de l'habitat**

### **Action 5.1 – Pilotage et coordination du PLH**

5.1.1 – Pilotage politique et stratégique du PLH : Commission technique trimestrielle et Comité de pilotage annuel ; entretiens annuels avec les Elus communaux.

### **Action 5.2 – Outils du suivi du PLH**

5.2.1 – Observatoire de l'habitat et du foncier.

5.2.2 – Tableau de bord communal

**Actions 5.3 – Outils de communication** : publication annuelle et restitution dynamique (Journée de l'habitat, tables rondes....

**Les objectifs et actions du PLH sont territorialisés à l'échelle communale. Chaque commune fait l'objet d'une fiche détaillant les objectifs de production en logements, logements sociaux et le cas échéant en places d'hébergement.**

Pour la commune de Bagnols-sur-Cèze ces objectifs de production de logements et de logements sociaux sont les suivants en référence au tableau de synthèse figurant au PLH et reporté en annexe : 840 logements dont 168 logements sociaux.

Il est proposé au Conseil municipal, d'émettre un avis favorable sur le projet arrêté de PLH 2019-2024 de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Rémy SALGUES :** Tout d'abord il y a toute la procédure de mise en place de ce PLH avec bien sûr une délibération lors du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Gard rhodanien.

**Claudine PRAT :** Ce Programme Local de l'Habitat a donné lieu à un diagnostic qui était très précis, très réaliste et qui nous a permis d'avoir des informations sur les conditions de vie. Alors, y a 2 choses sur lesquelles j'aurais voulu un petit éclaircissement. Il y a beaucoup de chiffres, au niveau de l'Agglo on doit compter 3 380 logements, 25% sur Bagnols si j'ai bien compris. Ensuite, on va diminuer ce taux de logements sociaux à 20% pour le rééquilibrer sur l'Agglo, reconstruire les 120 logements qui ont été détruits, ce qui fait que malgré tout si on rajoute encore tous ces logements sociaux chez nous le taux actuel de 32% que l'on a en ce moment va devenir 31%, c'est-à-dire que ça ne change pas grand-chose sur le rééquilibrage de l'Agglo.

**Jean-Yves CHAPELET :** Vous raisonnez PNRU, vous n'êtes que sur le PNRU. Le PNRU aujourd'hui c'est la rénovation urbaine donc on a des programmes de déconstruction et de reconstruction. Mais vous avez remarqué qu'en dehors de ça, Habitat du Gard a aussi une politique de construction d'autres logements sociaux. Dans le PLH, il y a une partie PNRU, et c'est bien traduit, mais aussi une partie rénovation et rééquilibrage sur tout le territoire qui est traitée en dehors du PNRU. La reconstruction des 168 logements sociaux sur Bagnols intègre à la fois PNRU et reconstruction.

**Claudine PRAT :** D'accord, je comprends mieux. Après le taux de 1.1%, c'est un objectif qui est vraiment très optimiste.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est l'objectif aujourd'hui qui est retenu au sein du Scot qui a eu l'adhésion des maires des 44 communes et par les services de l'État. Si je vous fais l'histoire du PLH, le 1<sup>er</sup> PLH qui avait été présenté à l'Agglo on l'a jeté parce que les services de l'État nous avaient plombé le PLH. Même le préfet l'a reconnu. Donc la réécriture s'est faite avec les services de l'État, avec l'ensemble des Maires, avec de la concertation, de la discussion et aujourd'hui le 1.1% qui est retenu c'est le chiffre qui fait consensus sur l'ensemble du territoire. Il n'est pas spécialement applicable à Bagnols, il n'est pas spécialement applicable à Laudun ou Saint-Victor-la-Coste. Est-ce qu'il est élevé pour Bagnols ? Je pense peut-être un petit peu. Par contre sur des villes satellites, non il n'est pas élevé mais je dirais que c'est celui qui fait consensus et qui permet de dimensionner tout le Scot.

**Claudine PRAT :** D'accord. Est-ce qu'on va le mettre en phase avec une progression des emplois équivalents ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Tout le Scot est créé autour de ça.



**Claudine PRAT :** Parce qu'effectivement pour que les gens viennent habiter il faut qu'ils aient un emploi.

**Jean-Yves CHAPELET :** Vous étiez là pour le PLU de Bagnols ?

**Claudine PRAT :** Oui.

**Jean-Yves CHAPELET :** Ce chiffre-là, c'est celui qui va déterminer le nombre d'hectares que l'on va mettre dans le Scot pour l'ouverture à l'urbanisation des particuliers. C'est celui qui va mettre les réserves foncières à destination de l'économie. C'est le chiffre de départ de toute réflexion. C'est la raison pour laquelle il est si important parce que si on avait mis 0.3% on avait un Scot qui était écrit d'une façon drastique et cela voulait dire que toutes les réserves foncières que l'on faisait dans les villages ou sur les communes devaient être réduites. C'est aussi un chiffre qui porte une ambition. Si on écrit 0.3 on ne porte pas d'ambitions, si on écrit 10 là on porte une ambition mais par contre, à contrario, on va faire de telles réserves foncières qu'on ne va jamais pouvoir les remplir. Pour répondre à votre question, oui au niveau économique c'est ce 1.1% qui fait le nombre d'hectares qui sont réservés au développement économique.

**Serge ROUQUAIROL :** Juste un complément aux questions de Mme Prat. La variabilité que vous avez annoncée, de commune à commune, pourra jouer ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Complètement.

**Serge ROUQUAIROL :** Pour amortir les effets de ce chiffre consensuel certes mais insuffisant pour les uns peut-être et exagéré pour d'autres.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est une moyenne.

**Claude ROUX :** La commune de Saint-Nazaire n'a aucune obligation, quelle en est la raison ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Ils sont comme nous. Il y a 2 communes sur le territoire qui sont au-delà des 25%, c'est Bagnols et Saint-Nazaire.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non.

Y-a-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

**La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

**Objet : Règlement du Compte Epargne Temps : modification.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 et l'arrêté ministériel du 28 novembre 2018 modifient notamment le seuil à partir duquel il est possible d'indemniser les jours épargnés sur le Compte Epargne Temps.

Il convient de modifier le règlement intérieur du Compte Epargne Temps pour tenir compte des modifications.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019 et au Comité technique du 11 février 2019.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je dois vous dire que j'ai lu avec attention tous les articles concernant le règlement intérieur et je n'y décèle rien à redire. Tout me semble intéressant pour les bénéficiaires, alors tout ce qui est bon pour le personnel est bon pour moi. Je voterai volontiers pour, nous serons 2 à voter pour.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **06**

Rapporteur : **G. COURBEY**

**Objet : Validation du Projet scientifique et Culturel du nouveau musée du Gard Rhodanien.  
Transfert et refondation du musée Albert-André de Bagnols-sur-Cèze.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre du projet de transfert et de refondation du musée Albert-André de Bagnols-sur-Cèze, porté par l'Agglomération du Gard rhodanien depuis 2013, la Direction de la conservation départementale a été missionnée pour rédiger le Projet scientifique et culturel (PSC) du nouveau musée du Gard rhodanien.

Ce document, déterminant pour la réussite du projet et réglementairement obligatoire pour obtenir une aide de l'État à l'investissement (Loi relative à la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016), est aujourd'hui soumis à la validation du Conseil municipal dans sa séance du 16 février 2019.

Il a été précédé de deux études préalables (2013 et 2015) confiées en 2013 et 2015 au cabinet spécialisé ABCD qui ont permis notamment de déterminer l'emplacement du futur établissement sur le site des Cèdres dans le quartier des Escanaux à Bagnols-sur-Cèze, de proposer un préprogramme des besoins avec une projection des espaces fonctionnels et des superficies, une estimation des coûts d'investissement et de fonctionnement, ainsi qu'un calendrier prévisionnel des opérations.

La validation du PSC intervient avant la mission d'Assistance et de maîtrise d'ouvrage pour l'« Etude de programmation architecturale, technique et muséographique pour la restructuration du musée de peinture de Bagnols-sur-Cèze, avec intégration du Conservatoire de musique et de danse » votée par l'Agglomération du Gard rhodanien en 2018. Cette prochaine étape capitale permettra d'affiner les besoins, les coûts et le financement, mais aussi d'actualiser le calendrier prévisionnel.

Le projet a été approuvé par le conseil communautaire dans sa séance du 17 décembre 2018.

### **Objet du Projet scientifique et culturel**

Le Projet scientifique et culturel s'appuie sur l'analyse de l'environnement du musée, ainsi que sur l'identification des attentes et demandes des destinataires du musée (tutelles, publics, partenaires).

Il dresse dans une première partie un état des lieux précis et un diagnostic critique du musée actuel, et définit dans une seconde partie la vocation et l'identité du futur équipement. Il prend en compte toutes les missions du musée : conservation et valorisation des collections, accueil des publics, médiation et programmation culturelle, parcours de visite et scénographie, communication, etc.

Si le musée actuel ne présente pas des conditions satisfaisantes d'accueil et d'accessibilité du public, de valorisation et de conservation des collections exigées par la loi du 4 janvier 2002 sur les « Musées de France », le caractère exceptionnel de ses collections (un ensemble de peinture figurative moderne de très haut niveau), aujourd'hui totalement sous-exploité, constitue un potentiel de développement territorial très important. Situé à l'entrée sud de la commune, centre de l'Agglomération, ce nouvel équipement structurant rayonnera sur l'ensemble du territoire intercommunal. Le nouveau musée sera avant tout un outil de développement et de service public bénéficiant au public de proximité, mais aussi un élément central de l'offre touristique contribuant à la valorisation et à l'attractivité du territoire. Il sera une source de retombées économiques non négligeables. Dans sa nouvelle configuration, la fréquentation du musée passerait de 4 000 à 25 000 visiteurs annuels (projection établie par le cabinet ABCD).

Le PSC décline en 6 grandes ambitions les orientations stratégiques du nouveau musée répondant aux missions définies par la loi du 4 janvier 2002 sur « Les musées de France » :

- favoriser l'attractivité et le développement du territoire,
- privilégier l'accessibilité et placer le public au centre du nouveau musée,
- attirer et fidéliser le public par une programmation culturelle de qualité, variée et renouvelée,
- offrir aux collections des conditions de sécurité, de sûreté et de conservation optimales,
- affirmer un concept clair pour une identité forte,
- mettre en œuvre une stratégie de communication efficace et de mise en réseau active.

Il expose également les besoins en espaces fonctionnels, ainsi que les moyens humains et financiers indispensables à la réussite du projet et sans quoi les orientations stratégiques du projet ne pourront être mises en œuvre.

Aujourd'hui municipal, le nouveau musée a vocation à devenir l'un des équipements culturels structurants de l'Agglomération du Gard rhodanien.

Il est demandé au Conseil municipal de Bagnols-sur-Cèze d'approuver le projet scientifique et culturel relatif au transfert et à la refondation du musée Albert-André, ainsi que le principe de transfert de propriété des collections à l'Agglomération du Gard rhodanien, qui implique de facto le transfert de la gestion du futur établissement et de ses collections à cette même collectivité.

Une fois approuvé par les deux collectivités (l'une porteur du projet et l'autre actuel propriétaire et gestionnaire), le PSC sera soumis à la validation du Ministère de la culture via la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 5 février 2019 et à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Serge ROUQUAIROL :** Mes félicitations Mme l'Adjointe, vous êtes presque arrivée au bout. Bien, je vais renouveler l'intervention que j'ai eu l'occasion de faire aussi bien à la séance du Copil auquel a été présenté ce PSC qu'à la réunion de l'Agglo. Avant tout je voudrais rappeler, pour la clarté du sujet, que le musée de Bagnols n'expose pas que des collections de Bagnols, il expose aussi des collections qui sont nationales et il expose aussi des propriétés, si mes souvenirs sont bons, du musée de Besançon.

**ROCHE Béatrice :** Non de l'État uniquement, c'est la collection Georges-Besson délivrée par l'État mais elle-même a été en partie déposée à Besançon.

**Serge ROUQUAIROL :** Autant pour moi, merci beaucoup de votre intervention Madame. C'est une chose qu'il faut préciser tout simplement. Ensuite, mon intervention porte sur la mixité de fonctionnement qu'il n'y ait pas mauvaise lecture de ce que je dis, c'est bien la mixité de fonctionnement avec le conservatoire de musique et de danse de Bagnols. Tous les attendus qui terminent le propos nous montrent que, justement, on attend la politique

muséale contemporaine, elle va dans le sens d'une très grande liberté de circulation dans les espaces de musée, aux abords des musées et ceci nous est prouvé, nous est démontré. Je dirais, dans la pratique par toutes les réalisations régionales en la matière, on a beaucoup d'exemples qui ont été souvent cités concernant l'évolution du musée de Bagnols sur Cèze, futur musée de l'Agglomération mais c'est aussi, au plan international, où on va dans de plus en plus de clarté, d'accessibilité, de libertés accordées au public et ceci me paraît difficilement compatible avec la mixité fonctionnelle qui est envisagée. Donc, une nouvelle fois, je mets en garde les assemblées. Je crois qu'il faut être très très prudent à ce niveau parce que c'est un projet énorme, c'est un projet phare pour la dynamisation culturelle touristique de notre ville, de notre région et je pense qu'il faut éviter les choix ambigus, il faut éviter de se retrouver dans une situation où nous regretterions, au bout de quelques années de fonctionnement, un certain nombre de choix qu'il est possible peut-être d'éviter si l'on raisonne, tout de suite, avec la plus grande ouverture d'esprit. Voilà ce à quoi je voulais alerter la collectivité. Je vous remercie de m'avoir écouté.

**Claude ROUX :** Sur la ville de Bagnols, il me semble qu'il y a un 2<sup>ème</sup> musée, un musée qui est plus ou moins réservé à l'archéologie. Ne serait-il pas intéressant de réfléchir à un pôle de musées au même lieu parce que l'accès du musée d'archéologie n'est pas non plus très pratique et cela pourrait le faire évoluer au même niveau que le musée Albert-André. ?

**Jean-Pierre NAVARRO :** A mon sens, le musée Albert-André est un trésor ancestral détenu par Bagnols et je ne saisis pas au nom de quoi notre ville en serait dépossédée au profit d'une nébuleuse dont les Bagnolais ignorent complètement les agissements. Vous pouvez vous promener dans Bagnols, vous parlez de la Communauté d'Agglo, « kézako ». Je voterai contre.

**Catherine EYSSERIC :** Je voulais redire tout le soutien de la Région sur ce projet qui est un projet extrêmement important d'un point de vue culturel puisque c'est quand même une richesse reconnue comme unique en son genre en région Occitanie avec des tableaux d'une valeur extrêmement forte, d'une valeur culturelle qui porte aussi une histoire puisque Léon Alègre a été vraiment un humaniste, qui a voulu créer un musée qui n'était effectivement pas à l'époque un musée de peintures figuratives mais qui était plutôt un musée comme à l'époque il se faisait, c'est-à-dire un musée pour porter des savoirs encyclopédiques et ensuite ce musée a évolué sous Albert André en un musée plus d'art et de peinture, qui a profité de ses amis peintres pour abonder une collection qui est vraiment unique. Et puis ensuite Georges Besson lui aussi, critique d'arts, collectionneur, qui vient à nouveau au côté de son ami Albert André enrichir cette collection. C'est une histoire que l'on porte aujourd'hui et qu'il faut mettre plus en valeur car elle a aussi un objectif de développement territorial et touristique, on l'a dit à l'Agglomération. Il a été fait des comparaisons avec le musée de Rodez en Aveyron où on voit que, adossé à des villages de caractères, finalement cela permet d'offrir une offre complémentaire assez moderne je dirais où à la fois on a la détente rurale comme faire du vélo, faire du tourisme vert comme on dit maintenant, on peut aller dans une ville centre trouver de la culture avec vraiment un haut niveau d'offres culturelles. Tout ceci porte des analogies puisque l'on sait la réussite finalement de toutes ces ambitions culturelles qui ont été portées par certains territoires en Occitanie et qui

peuvent, je pense, aujourd'hui à Bagnols offrir beaucoup. On parlait de Besançon qui a effectivement accueilli une partie de la donation Georges-Besson. Besançon justement a rénové 2 fois son musée pour permettre des accès plus faciles aux œuvres avec une dernière inauguration en présence d'Emmanuel Macron en octobre 2018. Je souhaite vraiment que nous puissions inaugurer au plus vite notre nouveau musée à Bagnols parce que nous avons ce devoir de porter cet héritage culturel au niveau et à l'ambition qu'il mérite.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vais essayer de répondre et puis surtout d'avoir la chance de pouvoir mettre au vote ce dossier qui m'est cher puisqu'il s'agit de ma délégation en tant que vice-président de l'Agglomération, délégué à l'aménagement du territoire.

Tout d'abord je voulais saluer deux personnes présentes dans cette salle, Mme Roche et Mme Charton parce que je sais tout le travail qui a été fait. Vous croyez fortement en ce que vous faites et nous aussi nous y croyons. J'ai donc beaucoup de plaisir à présenter ce dossier au vote et en tous les cas à l'assemblée qui est ici, et je pense que c'est unanime, on vous remercie de tout le travail qui a pu être développé sur ce sujet, et ce n'est qu'un début parce que maintenant nous allons « entrer dans le dur » comme on dit, ce qui risque d'être un peu plus compliqué.

M. Navarro, je suis désolé pour vous, on ne doit pas croiser les mêmes personnes, vous n'avez pas l'exclusivité de rencontrer les gens dans Bagnols, croyez-moi je les rencontre. Comme j'ai pu le dire je suis un maire de terrain, je pense que l'équipe qui m'accompagne l'est aussi. Peut-être n'avons-nous pas la même vision mais l'Agglomération du Gard rhodanien a un sens sur ce territoire. Si vous rencontrez des gens qui vont au musée, ils savent ce que c'est que le Gard rhodanien. Lorsque les papas et les mamans mettent leurs petits aux multi-accueils, croyez-moi ils savent ce que c'est. Encore une fois, je pense que vous avez une vision étriquée et on ne doit pas fréquenter les mêmes personnes. En tous les cas c'est tout sauf une nébuleuse. Est-ce que les peintures, est-ce que l'art, appartiennent aux Bagnolais ? Non. L'art est fait pour être partagé par le plus grand nombre et si l'Agglo se propose de le faire partager au plus grand nombre et bien croyez-moi je suis le plus heureux des maires. L'art doit être partagé et ce n'est pas quelque chose que l'on garde au fond des tiroirs.

M. Rouquairol je comprends ce que vous dites sur le fait d'éviter de mélanger les styles. Je vais vous dire et je pense que tous ceux qui siègent à l'Agglomération, dans la Conférence des Maires, la 1<sup>ère</sup> fois où j'ai eu à présenter le dossier je n'avais que quelques chiffres, j'ai voulu faire un test auprès de tous les maires qui étaient là en leur demandant de répondre franchement « qui a visité le musée de Bagnols ? » Sans rigoler, il y a 10 mains qui se sont levées et sur les 10 mains il y en avait 5 qui m'ont dit « j'y suis allé quand j'étais jeune, quand j'allais au lycée ou avec l'école ». Voilà la vision du musée. Le principe du musée repose sur 3 pieds : culturel, touristique, économique. Voilà le triptyque qu'il faut faire fonctionner et il faut le faire fonctionner dans une mentalité qui est loin de celle que l'on avait jusqu'ici. Aujourd'hui, le musée n'est pas accessible, 4.000 visites par an. Il faut le projeter en avant. Avant d'écrire ce projet scientifique et culturel, nous avons rencontré énormément de personnes et tous nous ont expliqué grosso modo deux à trois choses.

La 1<sup>ère</sup> chose c'est que ce musée doit être visible de par son positionnement. Il ne faut pas se poser de questions, on prend les routes les plus fréquentées afin que les gens passent devant le plus possible.

La 2<sup>ème</sup> chose c'est qu'il faut que ce musée entre dans un réseau d'échanges car le problème du musée de Bagnols c'est qu'on nous prête des toiles mais comme on n'a pas de lieu pour

les accueillir en fin de compte on ne peut pas faire d'expositions temporaires. Il nous faut une salle d'expositions temporaires qui soit attractive, bien sûr pour les Bagnolais c'est évident et pour les gens du Gard rhodanien mais aussi que touristiquement on se dise, cette année à Bagnols, c'est tel peintre qui est mis en exergue dans le musée du Gard rhodanien. La 3<sup>ème</sup> chose et c'est là que je vais expliquer un petit peu pourquoi on met le conservatoire de musique et de danse. Parce que tout simplement les gens qui ont l'habitude de faire des musées nous disent qu'il n'y a rien de plus terrible, en dehors de la période touristique, qu'un lieu sans vie. On ne va pas se leurrer même si on élargit les ailes de la période touristique, on n'a pas la même affluence en novembre-décembre qu'en juillet-août. Il nous a donc été demandé de réfléchir sur ce qui pourrait être adossé au musée. Il a été proposé une crèche, une école et en parlant d'école, le Conservatoire de musique et de danse est arrivé tout naturellement car c'est un bâtiment de l'Agglomération, une compétence de l'Agglomération, qui fait une cohérence entre le musée enfin là on est dans un lieu culturel, c'est-à-dire que sur Bagnols à un moment donné urbanistiquement on a un pôle culturel qui se fait. Ce qu'il faut préciser c'est que ce sont deux installations différentes qu'il ne faut pas adosser l'une contre l'autre. Le nombre de m<sup>2</sup> qui seront dédiés au musée reste identique, il n'y a pas 1m<sup>2</sup> que l'on va découper et que l'on va passer au Conservatoire ou vice versa. Ça permet de donner de la vie comme j'ai pu le dire, des jeunes, ou des moins jeunes, des enfants ou des adultes qui entrent et qui sortent. Autre point positif, on réduit les coûts au niveau du parking qui va être commun. Je rappelle que le nombre de parkings c'est en fonction des installations urbanistiquement. Pour le projet du musée comme pour le projet de la gare on nous imposera un nombre de places. Donc quand on dit mutualiser c'est juste dans sa conception qu'il est mutualisé, dans le nombre de places il sera ce qu'il doit être. L'histoire c'est de réduire les coûts d'exploitation et de fonctionnement de ces deux installations et surtout de faire en sorte que ça puisse continuer à vivre, qu'il y ait du mouvement autour de cette zone pendant les périodes creuses où les musées sont moins fréquentés.

**Catherine EYSSERIC :** Je voudrais compléter pour essayer de rassurer M. Rouquairol. C'est que dans les réunions que nous avons eues notamment avec la Région sur ce projet que ce soit la DRAC ou que ce soit la Région, on a plutôt trouvé que c'était un atout pour le projet de mutualiser ces deux fonctions à la fois musique et art, de les rendre vivants. Par ailleurs, dans une moindre mesure, je ne sais pas s'il faut le comparer mais il m'est souvent arrivé d'aller voir au Grand Palais une expo de peintures et puis ensuite d'aller à l'auditorium qui est juste à côté où l'on vient écouter soit des conférences, soit des petits concerts joués par des jeunes artistes qui viennent s'entraîner finalement devant un public à essayer de produire leur musique et de produire leur art donc ce mélange auditorium/peintures, je le trouve plutôt assez agréable et je l'ai pratiqué dans d'autres lieux.

**Serge ROUQUAIROL :** Je vous rassure quant à mon inquiétude, elle est relative. Ce que je voudrais c'est que l'on soit vigilant à ne pas faire de choix qui, une fois les choix arrêtés et quand on rentre dans une pratique, que l'on se retrouve avec des situations incontournables, des freins, des ralentissements. Je ne prétends pas détenir une solution en exprimant mes réserves. Je dis simplement que je ne voudrais pas que l'on fasse un investissement qui est énorme parce qu'il le sera et ça le justifie tout à fait et que l'on se retrouve ensuite avec des impossibilités de fonctionnement que l'on doit pouvoir éviter si l'on est très vigilant. C'est le sens de mon alerte dans ce conseil.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? **2 oppositions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO) - Des abstentions ? Non.

**La question n° 6 est adoptée à la majorité.**

Question n° : **07**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet: **Convention de partenariat entre la Ville de Bagnols-sur-Cèze et le Département du Gard dans le cadre du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du peintre Albert André.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du peintre Albert André en 2019, de nombreuses manifestations seront proposées par le Département du Gard, la Ville de Bagnols-sur-Cèze et le milieu associatif local. Cet anniversaire est piloté au niveau scientifique par la Direction de la conservation départementale. Celle-ci proposera plusieurs rendez-vous autour de l'artiste tout au long de l'année (Nuit des musées, Journées des copistes, Journées du patrimoine, etc.) ainsi qu'un temps fort avec deux expositions temporaires dès la rentrée :

Albert André, Conservateur et fondateur d'un musée d'art moderne d'exception  
Musée Albert-André - Bagnols-sur-Cèze  
15 septembre 2019 – 22 mars 2020

Albert André, peintre post-impressionniste (1869-1954)  
Archives départementales du Gard – Nîmes  
10 octobre 2019- 22 mars 2020

L'entrée dans les deux sites sera libre et gratuite.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de partenariat entre le Département du Gard et la Ville de Bagnols-sur-Cèze pour les deux expositions temporaires organisées dans le cadre de la célébration du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du peintre Albert André.



Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville de Bagnols-sur-Cèze et le Conseil départemental du Gard dans le cadre du 150<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du peintre Albert André

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 5 février 2019 et à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **08**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Association « La Ligue contre le Cancer » : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

L'association « La Ligue contre le Cancer » sollicite la commune afin d'obtenir une aide financière permettant de les soutenir dans leurs actions.

Cette association ne fonctionne qu'à partir de dons et afin de lui permettre de fonctionner, la ville souhaite la soutenir.

Leurs principales actions sont :

- l'organisation de permanences pour la mise en place de soins de support : dédommagement de personnels professionnels,
- des actions de préventions,
- l'organisation de manifestations au profit de la ligue.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 1 000 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.**

Question n : <b>09</b>
------------------------

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association BABART : signature d'une convention pour une permanence de l'artothèque à la Médiathèque Léon-Alègre.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association BABART a ouvert une artothèque itinérante depuis 2002.

Une artothèque est une bibliothèque d'œuvres d'art. En adhérant à l'artothèque, les abonnés peuvent emprunter peintures et sculptures et renouveler leurs choix tous les deux mois.

L'association BABART propose depuis 2014, dans le cadre d'un partenariat avec la Médiathèque Léon-Alègre, de développer son projet sur le territoire bagnolais avec :

- la mise en place d'une permanence bimestrielle dans les locaux de la Médiathèque, soit 6 permanences par an,
- le dépôt d'une œuvre originale, soit 6 œuvres par an,
- communication et rencontre des publics.

Il est proposé de signer une convention pluriannuelle, renouvelée par tacite reconduction, avec l'association BABART afin de développer son projet d'artothèque dans les locaux de la Médiathèque Léon-Alègre. Un avenant définira chaque année les dates de permanences et le montant de l'abonnement à l'artothèque.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 5 février 2019 et à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Claudine PRAT :** Cette association présente des œuvres d'art très ciblées donc c'est un petit peu particulier. Alors il me semble, sauf si je me trompe, que jusqu'à présent c'était une subvention qu'elle recevait et là c'est une convention que l'on crée ?

**Ghislaine COURBEY :** L'association a eu quelques petits soucis, peu de bénévoles comme toutes les associations. Ce ne sont vraiment que des bénévoles donc il n'y a plus de subvention pour le moment. Les personnes viennent à la médiathèque, c'est de l'art brut art singulier, c'est particulier. Les abonnés se renouvellent, ce ne sont pas toujours les mêmes. C'est en train, petit à petit, de remonter mais il y a une satisfaction d'avoir une œuvre d'art, peu importe le style, les gens sont ravis d'avoir une œuvre d'art à la maison pour environ 10€ par mois.

**Claudine PRAT :** Je me suis mise en contact avec le responsable de cette association qui m'a dit que sur Bagnols il n'avait qu'une dizaine d'abonnés donc ma suggestion serait justement, est ce que l'on ne pourrait pas la rendre plus visible sur le site de la mairie ou lui donner une image ?

**Jean-Yves CHAPELET** : C'est envisageable sans problème dans le nouveau site de la mairie qui sera lancé la semaine prochaine.

**Ghislaine COURBEY** : Justement il y a un film qui est sorti récemment « Le facteur cheval », c'est de l'art brut, singulier. Il y a un très beau musée près de Lille dont j'ai oublié le nom, 1<sup>er</sup> musée en Europe, peut-être dans le monde, sur l'art brut, l'art singulier qui est très intéressant. Et pour terminer mon propos, je dirai que justement en culture il n'y a pas de frontière, c'est universel. Voilà pourquoi par rapport à l'Agglo il ne faut pas avoir l'esprit de clocher.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **10**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **Subventions aux associations pour les chèques associations dans le cadre du « Pass-Loisirs ».**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de la mise en place du « Pass-Loisirs », plusieurs objectifs étaient visés :

- la découverte de multiples activités pratiquées sur la commune,
- l'accessibilité pour tous aux associations sportives et culturelles bagnolaises,
- une aide aux associations à se faire connaître,
- une réponse aux objectifs du Projet Educatif de Territoire.

De ce fait, les enfants qui ont découvert une activité au cours du « Pass-Loisirs » se voient proposer une participation de 15 € leur donnant ainsi une aide financière pour une inscription dans une association. Ce principe permettant de favoriser l'accès aux associations.

Il a été conventionné avec les associations participantes au « Pass-Loisirs », qu'elles réceptionneraient ces « chèques associations » et les déduiraient du montant de la cotisation. La Ville s'engageant alors à verser une subvention de compensation.

Pour cette délibération, les chèques représentent les inscriptions aux associations pour la saison 2018/2019, soit :

315 euros de subvention « chèques associatifs » pour la période 2018-2019 :

- 4 chèques pour Bagnols Judo (60 euros)

- 7 chèques pour Est Vie Danse (105 euros)
- 5 chèques pour Détente Créative (75 euros)
- 1 chèque pour La Palette Magique (15 euros)
- 4 chèques pour le BMBB (60 euros)

Il est proposé de verser une subvention de :

- 60€ à l'association Bagnols Judo
- 105€ à l'association Est Vie Danse
- 75€ à l'association Détente Créative
- 15€ à l'association La Palette Magique
- 60 € à l'association BMBB

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 5 février 2019 et à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **11**

Rapporteur : **V. POUTIER**

**Objet : Demande de financement auprès de la Région pour la réfection du stade Léo-Lagrange de la ville de Bagnols-sur-Cèze.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La Ville de Bagnols-sur-Cèze souhaite rénover le stade Léo-Lagrange.

L'ensemble du stade appartient à la ville de Bagnols-sur-Cèze qui le met à disposition des scolaires et des associations. Cette rénovation permettra de répondre à leurs besoins, en terme qualitatif et quantitatif.

Le complexe se situe au milieu du quartier des Escanaux, à proximité du centre culturel. Sans ces équipements, le quartier ne serait fréquenté que par ses habitants et c'est là tout l'intérêt de telles infrastructures. Non seulement, les habitants se les approprient et en sont fiers, mais en plus, ils permettent de désenclaver le quartier. Ces équipements représentent un volet très important de la qualité de vie de la population puisqu'ils favorisent avant tout l'épanouissement des individus, l'épanouissement social et le développement d'un sentiment d'appartenance à la collectivité.

Cette opération va représenter une première étape symbolique du plan de rénovation urbaine des Escanaux. L'objectif est de commencer les travaux au cours de l'été 2019, par l'engazonnement synthétique du terrain de football.

La seconde phase sera la réfection de la piste d'athlétisme.

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 1 351 966 € HT pour lequel la collectivité sollicite le soutien financier de la Région au titre de l'intérêt régional. Le plan de financement est le suivant :

- la Région (au titre de l'utilisation pas les lycéens) : 405 590 €
- la FFF, dans le cadre du FAFA : 50 000 €
- le FEDER ATI : 405 590 €
- autofinancement : 490 786 €

Il est convenu avec la Région :

- que la subvention deviendra caduque si les travaux n'ont pas débuté dans les 2 ans suivant la date de la délibération,
- en contrepartie du soutien financier de la Région, la mise à disposition de l'équipement aux lycéens se fera à titre gracieux pour une durée de 10 ans, soit jusqu'à l'année scolaire 2028/2029 incluse.

Il est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter, au titre de l'intérêt Régional, l'aide financière de la Région pour les travaux de réfection du stade Léo-Lagrange de la ville de Bagnols-sur-Cèze, à hauteur de 30% du montant total HT, soit 405 590 €.

Les travaux se déroulant en 2 phases, le Maire va solliciter auprès de la Région la possibilité d'obtenir un acompte pour la 1<sup>ère</sup> phase.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 5 février 2019 ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Vincent POUTIER** : Le FAFA est le Fonds d'Aide au Football Amateur. Le FEDER ATI ce sont les Fonds Européens de Développement Ruraux Approche Territoriale Intégrée. L'autofinancement est celui de la ville.

**Serge ROUQUAIROL** : Au cours de la commission M. Poutier nous a bien détaillé les conditions dans lesquelles allait intervenir cette rénovation et le débat qui a eu lieu en commission a permis d'éclairer que l'aspect de modification en termes quantitatifs était loin d'être négligeable puisque la fréquentation d'un terrain en synthétique n'impose pas les mêmes restrictions que la fréquentation d'un terrain en pelouse naturelle et donc on doit s'attendre à une fréquentation beaucoup plus élevée, étendue à des usages nocturnes qui supposeront effectivement une consommation d'électricité significative, etc. Tout ceci va avec le projet de réfection, on ne peut que s'en féliciter puisque ça va aller dans le sens d'une plus grande souplesse d'utilisation.

**Jean-Yves CHAPELET** : Je suis d'accord qu'il va y avoir beaucoup plus d'utilisations du stade mais croyez-moi je ne souhaite à personne de vivre ce que j'ai vécu à savoir d'avoir la police de l'eau en plein été qui débarque en m'expliquant que si nous continuons à arroser le stade en pleine canicule ça allait mal se terminer. J'ai compris le message et nous avons tout de

suite arrêté d'arroser ce qui nous a coûté au passage 25.000 € pour remettre en état le stade en septembre. Quand je dis remettre en état, j'espère que le Président du football ne lira pas le compte rendu parce qu'on a fait ce qu'on a pu, la pelouse était cramée et comme m'a dit un de mes adjoints, on avait un champ de patates, donc on s'est débrouillé. Le fait de mettre en synthétique va nous éviter des factures d'eau élevées, ce qui va dans le bon sens du développement durable et d'économies de nos ressources, de ne plus avoir des menaces de la police de l'eau ce qui est normal. Bien sûr à côté de ça il y a le côté utilisation plus fréquente. Bien entendu, pour cette opération nous demandons une subvention à la Région, à la Fédération Française de Foot, au FEDER via la Région. Maintenant j'ai un message pour Mme la Conseillère Régionale que je voudrais que vous lui transmettiez et lui dire que dans les épreuves qu'elle subit aujourd'hui, elle a tout le soutien du Conseil Municipal dans son ensemble. En tous les cas vous pouvez lui notifier que ce sera retranscrit dans le compte rendu et que l'on est derrière elle parce que les abrutis ça suffit.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **12**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Autorisation de signer une Déclaration Préalable pour la division de deux lots à bâtir - Avenue du Commando Vigan-Braquet.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La parcelle communale cadastrée CD 528 de 756 m<sup>2</sup> située à l'angle de l'avenue du Commando Vigan-Braquet et de la rue du Caporal Gayte a été détachée du « complexe sportif Saint-Exupéry » en 2016. La Commune avait pour projet de détacher un lot à bâtir de cette parcelle afin de le céder avec diverses prescriptions.

Le projet de division établi par le Cabinet LESENNE/MARTINEZ, géomètre-expert DPLG, a déterminé un lot d'une superficie de 756 m<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, la Commune souhaite diviser la parcelle CD 528 en deux lots, un de 380 m<sup>2</sup> et l'autre de 376 m<sup>2</sup>.

Conformément à l'article R. 421-23 du Code de l'Urbanisme, cette division nécessite une Déclaration Préalable.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et à signer tous les documents nécessaires à l'obtention de la Déclaration Préalable requise.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 février 2019.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Comme vous le mentionnez sur votre rapport la parcelle concernée d'une superficie de 756 m<sup>2</sup> a été détachée du stade Saint-Exupéry le 8 octobre 2016. J'ai consulté le procès-verbal concernant cette séance, et j'ai pu constater que la décision avait été adoptée à l'unanimité sans que nul ne pose la moindre question.

Je pense que si votre projet avait été clairement exposé, notre comportement, notamment le mien, eut été bien différent. Qu'en est-il à ce jour ? Il s'agit donc de scinder la parcelle CD 528 en 2 lots de 380 m<sup>2</sup> et 376 m<sup>2</sup>. En jetant un coup d'œil sur la question 13, j'apprends que la partie de 380 m<sup>2</sup> sera vendue à une société représentant un danger pour des commerçants implantés dans le voisinage immédiat. Je préciserai ma pensée à la question suivante mais pour cause de complémentarité je voterai, d'ores et déjà, contre cette question.

**Claude ROUX :** Je voterai contre aussi, c'est surtout sur une question de fond et pas de forme. Je suis tout à fait contre de se séparer de surfaces sur une enceinte sportive. Vous savez très bien qu'il y a des manques sur la ville de Bagnols de structures et il est dommage de s'en séparer et je m'expliquerai un peu mieux sur la question 13.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vais juste rappeler le fonctionnement du Conseil Municipal à M. Navarro. La délibération est de 2016, je ne sais pas à ce moment-là si c'était moi qui menais le Conseil municipal. En tous les cas j'ai dû couper la parole en tout est pour tout une fois à M. Cret. Si ce n'est pas clairement exposé et que l'on me demande des explications, je réponds, j'ai cette transparence. Je veux bien que ce soit mal exposé, en tous les cas votre devoir c'est de me demander des éclaircissements, et si vous ne l'avez pas fait, vous n'avez pas fait votre travail correctement. Avant de dire quoi que ce soit posez-vous la question de savoir comment vous faites votre boulot.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? **7 oppositions** (S. ROUQUAIROL C. PRAT, Ch. ROUX procuration à C. PRAT, Y. ORTIZ procuration à S. ROUQUAIROL, Cl. ROUX, JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)- Des abstentions ? Non.

**La question n° 12 est adoptée à la majorité.**

Question n° : **13**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Cession de terrain à la SCI FINNIMMO - Avenue du Commando Vigan-Braquet.**

## **1/ Note synthétique de présentation :**

La Commune a publié dans le journal Midi Libre le 11 et le 18 mars 2018, une annonce pour informer le public de la mise à la vente d'une parcelle de 380 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée CD 528.

Deux offres d'achat ont été faites prévoyant des projets assez similaires consistant en la construction d'un snack.

La Commune a retenu l'offre du mieux disant et a donc décidé d'aliéner ce bien au prix de 135 500 €, le bien ayant été évalué par France Domaine en date du 16 février 2018 au prix de 135 000 €.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession d'une parcelle de 380 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée CD 528 au profit de la SCI FINNIMMO représentée par Madame Corine MONTEIL, ou de toute société se substituant, au prix de 135 500 €. Les frais de notaire étant à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 février 2019.

**Claudine PRAT :** Cette délibération, si vous me le permettez, me soulève deux questions qui sont un petit peu indépendantes.

La 1<sup>ère</sup> question c'est de comprendre quel est l'intérêt de la commune de céder de l'immobilier dans la manière dont on le fait et surtout qu'elle logique on suit pour faire ces ventes ?

Je mets en dehors le stade de l'Ancyse qui a permis un projet urbain dont tout le monde a apprécié je crois ce qu'il est devenu mais en dehors du stade de l'Ancyse il a été vendu dans les trois dernières années pour plus d'un million d'euros de biens immobiliers. Je comprends bien que cela ait permis des rentrées de trésorerie importantes qui ont permis le désendettement mais est ce que les conséquences de ces transferts du public au privé ont été profitables pour la commune, là je me pose un petit peu la question ? Certes, certains biens qui constituaient des charges, par exemple les maisons de l'îlot Nord-Ouest ont été vendues et je pense que c'était très bien de s'en séparer mais il y a certains biens qui ont été cédés, je dirais pour rendre service, à bas prix, à des acheteurs qui étaient éclairés. Par contre je m'interroge, par exemple, sur la cession de la maison de la gare qui aurait pu s'intégrer dans un projet urbain municipal, ce qui n'est pas le cas. Les ateliers relais que l'on a vendus, qui ont fait une belle réalisation mais qui ont malgré tout encore un peu vidé le centre-ville de ses commerces. Un autre exemple : qui est l'acheteur du terrain de la Farigoulette pour 170.000 € ? La commune a laissé un terrain sur lequel l'acheteur s'est empressé de lotir, de faire fortune et de causer des préjudices assez embêtants au voisinage.



Je m'interroge un petit peu sur le bénéfice que l'on retire de ces cessions. Ce terrain en particulier il est vendu 350 € le m<sup>2</sup>, je trouve ça très étonnant alors que l'on a vendu des terrains bien moins chers dans les quartiers pas très loin et puis surtout qu'est-ce que l'on a comme garantie sur le devenir de l'activité qui va s'y exercer ? C'est un quartier où il y a beaucoup de jeunesse, beaucoup d'enfants donc une fois qu'il est passé au privé on perd la main sur ce qui va se passer sur ces terrains, qu'est-ce qu'il va y avoir sur la parcelle à côté ? Donc ce sont un peu toutes ces interrogations sur lesquelles je voudrais avoir des explications.

Alors la 2<sup>ème</sup> partie de mon opposition à cette délibération c'est le manque de respect de la parole qui avait été donnée en 2016. Contrairement à ce que disait M. Navarro il y avait eu des questions à cette délibération parce que je vous avais demandé justement si ça resterait dans le domaine public, à quoi vous m'avez répondu « ce terrain restera du domaine privé de la commune, la Région viendra nous aider à l'aménager » et c'est sur ces conditions-là qu'on avait voté effectivement à l'unanimité la délibération. Sur Midi Libre il y avait eu un article qui était paru là-dessus, vous m'aviez promis une réponse écrite que je n'ai pas eue et je suis un peu déçue que la parole publique soit aujourd'hui démentie. Pour ces raisons je voterai contre.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je suis un peu gêné d'aller à l'encontre de la déclaration de Mme Prat que j'aime beaucoup, mais j'ai ici la délibération et je la tiens à la disposition. Nous avons, comme vous me l'avez reproché, mal fait notre boulot tout simplement.

**Claude ROUX :** On se rend compte à l'usage qu'il manque des infrastructures sportives, que les scolaires empruntent beaucoup les infrastructures qui sont dédiées aux clubs avec des dégradations prématurées, il y a des soucis de salles, il y a tout un tas de tracas et il est dommage de se séparer d'un potentiel pour créer une structure qu'elle soit portée par la mairie, par l'Agglo, par qui que ce soit mais bon les enceintes sportives c'est quand même bien que l'on y fasse du sport et non du commerce, c'est tout.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Merci M. le Maire de bien vouloir me donner la parole. Question 13, comme je l'ai déjà dit, cette question est étroitement liée à la précédente. De quoi s'agit-il ? Comme vous l'annoncez très clairement, je vous en donne acte, vous vendez le terrain concerné dans le but d'y faire installer un snack mais vous ne pouvez pas ignorer que, de l'autre côté de la rue du Caporal Gayte à une dizaine de mètres, ce genre d'établissement existe déjà tenu par un jeune couple, parents de 4 enfants. Ils ont su créer une ambiance agréable, appréciée des élèves fréquentant les établissements scolaires voisins. Allez-vous prendre le risque de mettre à mal cette TPE, je pense qu'il vous revient de dialoguer avec ces personnes afin de trouver un terrain d'entente. J'ajoute que j'ai discuté avec ce couple, la dame m'a dit qu'après avoir pris connaissance de cette affaire elle avait essayé de contacter la mairie pour dialoguer et qu'il lui a été répondu que la vente avait déjà été pratiquée. Je n'ose y croire ce serait un fait accompli, elle sera pratiquée après cette délibération, c'est comme ça que je vois les choses, voilà je vous remercie d'avoir bien voulu m'entendre.

**Jean-Yves CHAPELET :** Le commerce dont vous me parlez il faut faire très attention parce qu'il y a des règles aujourd'hui pour s'installer et le commerce dont vous parlez ne respecte pas les règles. Il faut savoir mener les combats quand ils sont justes et que l'on est sûr que les choses se passent bien.

Sur la parole donnée je n'ai jamais donné ma parole. Encore une fois quand je donne ma parole, je ne la donne normalement pas ici et je ne la donne pas en public, je ne la donne qu'à mes intimes.

Par contre quand je vous l'ai présenté c'est vrai que l'on était dans une démarche où la Région était en train de faire son 1<sup>er</sup> projet de rassembler tout le lycée en bas et que l'on manquait de places de parking, sauf que depuis avec la Région on a trouvé d'autres moyens pour le parking donc cette partie qui a été réservée pour faire du parking pour que tout le lycée soit ici a été complètement modifiée. A La 1<sup>ère</sup> délibération je n'ai absolument pas menti c'est juste que le projet de restructuration du lycée a évolué.

Sur le prix, je suis désolé, j'aimerais bien faire les prix des achats et des ventes mais c'est France Domaine qui décide du prix. Quelquefois je me permets un coup de téléphone à la directrice de France Domaine pour lui dire « Vous êtes sûre ? » mais le prix ce n'est pas la mairie.

Sur les cessions, bien sûr que l'on fait des cessions et j'espère que dans quelques jours vous allez découvrir que l'on fait aussi des achats, c'est-à-dire que le parc foncier et immobilier de la mairie n'est pas figé loin s'en faut. Je rappelle qu'en termes d'élaboration du budget le foncier et l'immobilier de la mairie sont quelque chose d'important. Sur ce quartier pourquoi on vend ? Parce que, tout simplement, on a voulu que cette zone du bas de Vigan-Braquet devienne la zone, j'allais dire, étudiante de Bagnols. J'en veux pour preuve que la Région redescende toutes ses installations en bas, l'ancien CIFAC, l'espace Paul-Ulmann a été redéployé à l'intérieur avec un organisme de formation et j'espère que quand la Présidente de Région va venir on va pouvoir couper le ruban de l'école du code, donc toute cette partie basse aujourd'hui de Vigan-Braquet a cette destination, et je reviendrai pour compléter, à cette destination d'avoir une vie estudiantine. En parallèle, avec la Région et les services de l'État, pour la énième fois on va essayer d'avoir des formations supérieures.

Pour finir sur ce sujet, vous parliez du sport, aujourd'hui les algécos qui servent au rugby sont vétustes, je pense qu'on les a montés il y a 20 ou 30 ans, ils prennent l'eau. Il est temps aujourd'hui de les déplacer. Vous venez de voter le PLH, je ne sais pas si vous avez vu dans les derniers alinéas à la page 13 du document, il est mentionné le logement des jeunes, en termes clairs il s'agit du logement pour les jeunes étudiants et il se trouve aussi dans cette zone-là, c'est-à-dire que tout ce secteur aujourd'hui doit devenir un pôle étudiant avec de la formation, le lycée, le post bac, la possibilité d'accueillir et d'héberger. Vous connaissez tous cette zone, le 1<sup>er</sup> magasin est à Intermarché, il n'y a pas de commerces plus proches donc il me semble logique que dans cette partie-là on ait aussi du commerce de proximité comme on l'a fait à l'Ancyse, c'est-à-dire du tabac, de la pharmacie, de la boulangerie, etc. donc c'est ça la démarche aujourd'hui, ce n'est pas une démarche juste pour régler un problème d'instant, c'est d'avoir une démarche pour que toute cette zone-là devienne notre zone estudiantine de Bagnols. Il y a un projet qui se met en place petit à petit, qui ne va pas se dérouler en une seule fois mais on le construit tout au long et c'est ce qui est dans le PLU, vous regardez le PLU toute cette zone est dédiée à ça.

**Claudine PRAT :** Je voudrais juste insister sur une chose, en aucun cas je vous ai dit que vous aviez menti, je voulais simplement dire que l'on a voté à ce moment-là la délibération parce que vous aviez affirmé que ça resterait dans le domaine public.

**Jean-Yves CHAPELET :** A l'époque je n'ai pas menti, c'était la réalité. Vous savez les cessions elles ne font vraiment jamais un bénéfice. Elles ont un bénéfice bien sûr pécuniaire qui

rentre en recettes dans le budget mais ce que l'on reproche à toutes les mairies de France et de Navarre c'est de laisser vieillir, de laisser mourir leur foncier. Il faut avoir une politique dynamique, c'est-à-dire que, excusez-moi, mais les vieilles maisons qui tombent en ruine il faut s'en débarrasser sauf si on a un projet dessus.

**Serge ROUQUAIROL :** Quand on a élaboré, quand on a eu les conversations sur le PLU, quand on a eu les conversations sur le devenir de Bagnols par quartier on va dire ou par zone, j'ai toujours été persuadé que c'était dans cette zone-là que l'on irait vers un pôle étudiant, un pôle accueil de jeunes travailleurs, un pôle accueil de jeunes en formation, de futurs diplômés, etc. C'est en train de se faire, effectivement par les choix que vous faites, que vous nous proposez mais de grâce mettez-les dans les attendus. Là on dirait un machin qui tombe de la lune alors qu'au contraire c'est extrêmement cohérent. Dès lors que vous nous démontrez la cohérence, nous on vote pour. Tant que ça reste hors sol il n'y a pas de raison que au moins on ne pose pas de questions voire on vote contre. Mais là, je vous avoue que vos explications m'en ont convaincu et je le reconnais bien volontiers mais, non d'une pipe, une question ça se présente avec les attendus.

**Claudine PRAT :** Est-ce que vous avez des clauses dans la cession qui vous permettent de garder un contrôle sur l'activité ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Aujourd'hui on vote l'autorisation de vendre. Ensuite, lors de la signature du compromis de vente, c'est à l'intérieur de l'acte notarié que nous introduirons nos volontés. Il y a la partie règlementaire, on parlait du PLU tout à l'heure, le PLU ne permet pas des activités industrielles, des choses comme ça. Et je pense que nous on va introduire des notions sur l'utilisation et le devenir de ces zones donc ils vont tourner entre l'habitat et le commerce mais ça c'est dans le compromis.

**Catherine EYSSERIC :** Je confirme que dans le projet de restructuration du lycée, il y a eu des discussions sur la place des parkings, le fait que l'on mette des étages ou pas, est-ce que l'on allait mettre les logements pour les professionnels de l'Éducation Nationale. Tout ceci a modifié les attentions d'urbanisme et c'est un dialogue entre les porteurs de projets et la ville pour trouver les meilleures solutions mais tout ça évolue dans le temps bien sûr. Le fait que nous parlions de cette cohérence, de cette zone, un peu de campus finalement, qui serait dédiée à la formation c'est aussi quelque chose sur laquelle on discute dans les aménagements futurs. Comment va-t-on accueillir les élèves, les lycéens qui sont aujourd'hui sur le site de Léon-Blum ? Comment va-t-on les accueillir dans les meilleures conditions possibles sur le futur site de Vigan-Braquet qui va recentraliser tous ces lycéens donc évidemment que l'on a besoin d'échanger, de revoir, de repenser comment l'urbanisme doit s'adapter à ces évolutions dans la ville.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Si vous permettez j'ai une question un peu indiscrète qui restera entre nous. En ce qui concerne la parcelle de 376 m<sup>2</sup>, avez-vous un projet ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Non.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Sûr ?

**Jean-Yves CHAPELET** : Certain. Si demain vous me posez la question et qu'il y a quelque chose, cette nuit, qui me traverse la tête et qui est partagée par mon équipe mais pour l'instant rien.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? **3 oppositions** (Cl. ROUX, JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO) - Des abstentions ? **2 abstentions** (C. PRAT, Ch. ROUX procuration à C. PRAT)

**La question n° 13 est adoptée à la majorité.**

Question n° : **14**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition de terrain auprès de M. Christian BAUME et classement dans le domaine public communal – Chemin d'Aubian.**

**1/ Note synthétique de présentation :**

Monsieur Christian BAUME a accepté de céder à la Commune la parcelle cadastrée AD 346, pour une superficie de 342 m<sup>2</sup>. Cette parcelle permettra l'élargissement du Chemin d'Aubian. Par conséquent, après que la Commune en ait fait l'acquisition, il conviendra de la transférer dans le domaine public communal.

Monsieur Christian BAUME a donné son accord pour une cession à un euro.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Monsieur Christian BAUME la parcelle cadastrée AD 346, pour une superficie de 342 m<sup>2</sup>, à un euro.
- que les frais notariés soient à la charge de la Commune.
- de transférer la parcelle AD 346 dans le domaine public communal afin qu'elle intègre le Chemin d'Aubian.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : La note que vous avez sur votre table a été remaniée parce qu'il y avait eu une erreur dans la délibération, on parlait de la route de Saint Gervais alors qu'il s'agit du chemin d'Aubian.

**Jean-Pierre NAVARRO** : Excusez-moi mais depuis que j'ai interrogé le père Noël, je n'y crois plus. 342 m<sup>2</sup> pour 1€. Je trouve que dans cette affaire la mariée est vraiment, vraiment, vraiment trop belle.

**Jean-Yves CHAPELET** : Il y a des gens sur cette terre qui ont le sens de l'intérêt commun et M. Baume a le sens de l'intérêt commun. Je vous ferai remarquer qu'on l'a fait très régulièrement ici, dans cette enceinte, on l'a fait pour le chemin Lagaraud, on l'a fait déjà sur Carmignan donc il y a des gens aujourd'hui qui ont l'intérêt commun et l'intérêt public chevillé au corps.

**Jean-Pierre NAVARRO** : Par principe je n'aime pas les cadeaux royaux, je vais m'abstenir.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 14 est adoptée à l'unanimité – 2 abstentions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

Question n° : 15

Rapporteur : **V. POUTIER**

**Objet : Constitution d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée AS 646 au bénéfice de la parcelle cadastrée BZ 49 située Impasse du château d'eau.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Les Consorts de MONTALEMBERT sont propriétaires d'une maison située Impasse du château d'eau cadastrée BZ 49 qu'ils souhaitent vendre. Pour faciliter cette opération, il a été envisagé de procéder à la division de la parcelle. En préparant le projet de division, le géomètre s'est rendu compte que l'accès actuel à la propriété passe par la parcelle cadastrée AS 646 qui s'avère appartenir au domaine privé de la commune.

En vue de procéder à la division cadastrale du terrain, il paraît opportun de régulariser cette situation en établissant officiellement une servitude de passage. Un tout premier projet de cette convention a été préparé et pourra faire l'objet d'adaptation.

La servitude à constituer sur la parcelle communale cadastrée AS 646 est décrite comme suit : une servitude de passage grevant la parcelle AS 646, fonds servant, pour les accès des véhicules au profit de la parcelle BZ 49, fonds dominant, et ce depuis l'Impasse du château d'eau. La servitude de passage pour les véhicules s'étend à la servitude d'aqueduc pour les éventuels ouvrages souterrains et réseaux d'équipement nécessaires à la viabilité d'un éventuel projet de construction.

Cette servitude est constituée à titre réel, perpétuel et gratuit, pouvant s'exercer en tous temps et heures.

Cette servitude sera établie par acte notarié dont les frais seront à la charge des consorts de MONTALEMBERT.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'acte de constitution de servitude de passage, à titre gratuit, aux conditions sus-énoncées, au profit de la parcelle cadastrée BZ 49 située Impasse du château d'eau,
- que les frais notariés soient à la charge des consorts de MONTALEMBERT,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 février 2019.

**M. Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **16**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Approbation du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du réseau communal de Bagnols sur Cèze.**

#### **1/Note synthétique de présentation :**

La Directive N° 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement impose, pour les grandes infrastructures, les grandes agglomérations

et les grands aéroports, l'élaboration de cartes stratégiques du bruit et, à partir de ces cartes, des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement est constitué des éléments décrits dans l'Article L572-6 du Code de l'Environnement à savoir :

- une évaluation du nombre de personnes exposées à un niveau de bruit excessif,
- l'identification des sources des bruits dont les niveaux pourraient être réduits,
- le recensement des mesures prévues par les autorités compétentes,
- le PPBE comporte également le bilan de la consultation du public.

L'élaboration du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de la commune de Bagnols-sur-Cèze s'articule autour de trois étapes :

- Etape 1 : Diagnostic du territoire – Identification des zones bruyantes concernées
- Etape 2 : Analyse des secteurs à enjeux acoustiques (zones bruyantes)
- Etape 3 : Consultation du public et finalisation du PPBE

La réalisation des étapes 1 et 2 a permis, après analyse des cartes de Bruit stratégiques et du PPBE des routes départementales, d'identifier une seule infrastructure routière communale à savoir l'Avenue de l'Europe.

Sur cette voie d'une longueur de 370 m entre l'intersection avec la RN 580 au Nord et l'Avenue Paul-Langevin au Sud, les cartes de Bruit stratégiques identifient 695 personnes, une école maternelle et une école primaire (Jean-Jaurès) exposées à un niveau sonore excessif.

Cet axe qui présente une densité de population et un trafic routier important est exposé à un bruit d'origine essentiellement routière. Ce bruit routier a la caractéristique d'être un bruit permanent dont l'intensité variera selon le volume du trafic, le type de trafic, le type de moteur/pneu mais aussi de l'aménagement et du revêtement des voiries ainsi que de la vitesse des véhicules et de la manière de conduire des automobilistes.

Aucune action spécifique n'est pour l'heure prévue au droit de l'Avenue de l'Europe mais la commune de Bagnols-sur-Cèze poursuit sa politique de sécurisation des circulations. Cette stratégie globale s'appuie notamment sur :

- la mise en place de « zone 30 » urbaine,
- l'installation de ralentisseurs,
- l'achat de 2 radars pédagogiques,
- la mise en place d'un programme de déploiement de pistes cyclables,
- la mise en place de réduction de vitesse aux entrées de la ville,
- la réduction de la largeur des voies quand cela est possible.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 février 2019.

**Monique GRAZIANO-BAYLE :** En ce qui concerne Bagnols, cette étude a été faite et rendue au mois de janvier. Il a été retenu uniquement dans le cadre de la ville de Bagnols une zone qui est un peu plus bruyante que les autres, c'est l'avenue de l'Europe qui traverse la place Jean-Jaurès mais la politique de la ville a mis en place des zones urbaines à 30 Km/h à l'heure pour diminuer ces bruits de la ville, l'installation de ralentisseurs également, l'achat de 2

radars pédagogiques afin de contrôler les vitesses et de prendre les mesures éventuelles de ces excès de vitesse, la mise en place d'un programme de déploiement de pistes cyclables, la mise en place de réduction de vitesse aux entrées de la ville, ainsi que la réduction de la largeur des voies quand cela est possible. Donc, il n'y a pas d'autres préconisations pour la ville de Bagnols. Le rapport de cette étude est consultable en mairie pendant une période de 2 mois.

**Claude ROUX :** Au niveau du bruit il y a plusieurs manières de le réduire, la vitesse en est une. Les radars pédagogiques font prendre conscience de la dangerosité par contre je ne suis pas du tout sûr que les ralentisseurs génèrent moins de bruit. Les véhicules qui ralentissent et qui réaccélèrent, des véhicules lourds qui font de la résonnance quand ils sont vides, croyez-moi ça fait beaucoup de bruit. Après peut-être serait-il possible ou envisageable qu'un jour le centre-ville, que ce soit Sud-Nord ou Nord-Sud, soit interdit aux véhicules qui résonnent, qui font du bruit et pourquoi pas ne pas envisager des déviations soit par la Mayre, soit par Vigan-Braquet dans un sens ou dans l'autre mais je ne suis pas sûr que des ralentisseurs fassent moins de bruit.

**Claudine PRAT :** Je vois que c'est une loi de 2002, est ce que c'est une obligation réglementaire ? Parce que nous ne sommes ni une grande infrastructure, ni un aéroport.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est une demande du Préfet. Encore une fois, c'est une étude et si vous regardez bien l'étude on n'a rien à faire mais il faut juste approuver le fait que l'on n'a rien à faire, c'est un peu compliqué.

**Claudine PRAT :** Ce diagnostic, à terme, va faire partie des diagnostics dit « immobilier » ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Il fera partie des diagnostics et certainement que dans une prochaine révision du PLU il sera intégré et il sera opposable.

**Monique GRAZIANO-BAYLE :** Si vous me le permettez M. le Maire je vais répondre à M. Claude Roux. C'est vrai que nous nous sommes rendus compte que les ralentisseurs finalement étaient bruyants, endommageaient beaucoup les véhicules et beaucoup les dos des conducteurs également donc toutes les fois que cela est possible nous préférons faire des chicanes plutôt que de faire des ralentisseurs. Le résultat est parfois meilleur qu'un ralentisseur.

**Jean-Yves CHAPELET :** Des conducteurs et des conductrices...

**Serge ROUQUAIROL :** C'est bien de vous, je reconnais bien l'esprit chicanier. Désolé M. le Maire mais je ne suis pas pour l'écriture inclusive donc « conducteur » est un terme qui est à la fois masculin et neutre, et il reprend donc les 2 genres, n'en déplaise à beaucoup de gens. Pour revenir, je peux témoigner de l'expérience d'élus dans le second mandat que nous avons exercé, nous avons installé des ralentisseurs sur la route de Nîmes entre le garage Pailhon et l'entrée de l'hôpital et ils n'ont pas tenu 15 jours, les gens ne dormaient plus. La résonnance dont parlait Claude et puis les ré-accélérations c'est parfois infernal.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.



Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **17**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Conventions de servitudes de passage de canalisations souterraines entre ENEDIS et la commune.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation électrique de distribution publique, la société ENEDIS envisage des travaux qui doivent emprunter le domaine privé de la commune ainsi que le domaine public.

A cet effet, ENEDIS soumet à la collectivité deux projets de convention de « servitudes de passage de canalisations souterraines consenties à Electricité Réseau Distribution France (ERDF) » :

- l'une pour la parcelle BY 539 qui constitue le trottoir et l'espace vert de la Rue de la Citadelle entre les résidences Citadelle et Micocouliers et la Rue de la Citadelle,
- l'autre pour la parcelle BY 558 qui constitue la voie entre le centre commercial de la Citadelle et la résidence de la Citadelle.

Ces projets de convention sont annexés à la présente délibération.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 5 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : 18

Rapporteur : JY CHAPELET

**Objet : Réaménagement de la place Jean-Jaurès dans le cadre du programme « Cœur de Ville » et demande de subvention auprès de l'État.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Bagnols-sur-Cèze est bénéficiaire du programme « Action Cœur de Ville ». Ce programme est une priorité du gouvernement pour redonner aux villes centres une nouvelle place dans le paysage régional et national.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit donc de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Deux cahiers des charges sont en cours de validation pour une étude globale sur les 5 axes proposés et une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine) sur le centre ancien notamment.

Des actions matures ont été anticipées par la commune avant que le projet « Action Cœur de Ville » ne voit le jour. Ces actions peuvent aujourd'hui intégrer ce nouveau dispositif.

A ce stade, il convient donc pour la ville de Bagnols-sur-Cèze, pilote du projet, d'élaborer et/ou de consolider un projet territorial global et pré-opérationnel permettant une mise en œuvre concrète et phase à court terme des transformations nécessaires.

Il s'agit, dans un premier temps, de requalifier des espaces publics et d'offrir un cadre de vie satisfaisant pour la population, garantir la sécurité en centre-ville et améliorer les entrées du centre ancien et donc l'accès aux rues piétonnes et au cœur de ville.

**Projet Place Jean-Jaurès :**

La première action de requalification d'espace public concerne la Place Jean-Jaurès qui est à l'étude depuis 2018. Il s'agit de la reprise de l'entrée de la rue de la République, rue commerçante et rue principale du centre ancien, de rationaliser et sécuriser la circulation en entrée de ville (entrée Nord – route de Pont-Saint-Esprit) et de requalifier l'espace public et

redonner sa place au piéton. Cette transformation permettra une revalorisation de l'entrée Nord du centre-ville et une meilleure image de la place Jean-Jaurès.

### **Les éléments financiers :**

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la Place Jean-Jaurès sont évaluées à ce premier stade à 1 930 000 € HT de budget prévisionnel.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – espaces verts – mobilier urbain – réseaux humides – réseau secs.

Le plan de financement prévisionnel élaboré à ce jour joint en annexe se présente comme suit :

- la Commune demande une subvention DSIL (et/ou DETR) à l'État de 50% du montant HT des travaux, soit : 965 000 €.

Soit un reste à charge pour la commune de 965 000 HT en autofinancement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 6 février 2019.

**Jean-Yves CHAPELET :** Ce type de délibération il va falloir que l'on s'y habitue parce qu'elles vont se succéder pendant 5 ans. Il ne vous a pas échappé que Bagnols a été retenu dans l'opération « Cœur de Ville ». Ce programme aujourd'hui est piloté par le gouvernement et il est pour une durée de 5 ans et autour d'un programme qui regroupe les 5 axes ci-dessus.

Il faut bien comprendre que le projet « Cœur de Ville » a cette particularité, il se comporte comme tous les projets que demande l'État, d'abord on fait un diagnostic et pour cela deux cahiers des charges ont été rédigés, ils sont mis en ligne sur le site de la mairie, un sur le bilan des 5 axes et un deuxième sur l'O.P.A.H (Opération Programmable d'amélioration de l'Habitat) c'est-à-dire que l'on entre en O.P.A.H ce qui est quelque chose d'important et là on a un 2<sup>ème</sup> cahier des charges, mais ce n'est pas parce que, contrairement à l'ANRU, alors PNRU, le PNRU on faisait un diagnostic après on fait des actions. Là le « Cœur de Ville » comme il faut aller très vite et c'est la volonté gouvernementale, croyez moi je fais quelques réunions où je rappelle qu'il faut aller vite, pas à nos services mais aux services de l'État qu'il faut un petit peu booster et j'ai souvent besoin du préfet pour leurs rappeler. Donc en parallèle on mène les projets et donc pour mener les projets on a les études qui se font et on mène les projets. Donc le 1<sup>er</sup> projet, et pour faire ces projets, on s'est mis d'accord avec l'État on est en train de négocier sur 2 choses, c'est ce qu'on appelle les « fiches actions » donc on est en train d'écrire les fiches actions avec l'État et les mettre dans la forme où ils veulent et la 2<sup>ème</sup> chose ça va être de déterminer le périmètre de l'opération « Cœur de Ville » et ce périmètre il se fait à la rue, à l'axe de la rue près donc on a quelques discussions en ce moment. Ce n'est pas que l'on ait des discussions chaudes, la seule chose c'est qu'il ne faut pas oublier tous nos projets. Donc aujourd'hui on est sur cette démarche-là qui avance et je félicite la nouvelle direction des grands projets urbains parce qu'ils se sont mis sur notre projet de façon très efficace. Par contre le 1<sup>er</sup> projet que l'on a à mettre en avant c'est donc le projet de réaménagement de la place Jean-Jaurès qui elle, on s'est mis d'accord avec l'État, donc on a un montant global qui est évalué à 1.930.000 € de budget prévisionnel et donc ce que l'on demande aujourd'hui à l'État c'est de venir nous aider à 50% soit 965.000 € qui est, excusez-moi, pas une paille. On a réussi à présenter les dossiers, on arrive à présenter nos dossiers en amont donc la préfecture est un peu en attente de nos dossiers donc là vous avez le plan de financement. Alors après je vais juste aller un tout petit peu plus loin qui n'a

rien à voir avec la délibération. Le plan de Jean-Jaurès était quasiment terminé mais l'architecte des bâtiments de France nous a demandé de la reprendre donc on le reprend avec beaucoup de plaisir, avec beaucoup de sourires et voilà on est en train de le reprendre et on le présentera en Conseil Municipal la prochaine fois mais vous connaissez les architectes des bâtiments de France, vous soumettez et vous ne savez jamais ce qu'ils vont sortir mais bon ! Là on va dire que ça va se terminer. Excusez-moi d'avoir été un peu long mais je pense que ça nécessitait quelques explications.

**Serge ROUQUAIROL :** La 1<sup>ère</sup> intervention que nous comptons faire sur la question c'était de solliciter un exposé en visuel parce que, si mes souvenirs sont bons, j'ai compté de mémoire, 6 entrées, 6 débouchés, donc ça ne peut pas se faire avec un simple rond-point, il faut le traiter de façon différente.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je m'y engage, je vous le transmettrai.

**Claudine PRAT :** J'ai juste une observation qui n'engage que moi. La ligne « honoraires de maîtrise d'œuvre » à 85.000 €, il fait bon être maître d'œuvre.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il y a 2 métiers qu'il faut faire c'est maître d'œuvre et architecte.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Vous avez anticipé sur quelques petites questions que j'avais à poser mais il en reste une quand même, qu'appellez-vous « espaces verts », je ne vois aucun jardin à cet endroit.

**Jean-Yves CHAPELET :** Le projet vous allez voir aura ses espaces verts.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Vous allez creuser dans le goudron ?

**Jean-Yves CHAPELET :** On va creuser, croyez-moi.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Et en ce qui concerne le passage où j'avais gravement chuté le 2 janvier 2017 ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous mettrons une plaque commémorative.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Cet endroit sera à surveiller particulièrement à cause des platanes qui sont à côté et qui soulèvent la chaussée.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **19**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 37/2018 à 39/2018 et du n° 01/2019 à 04/2019.**

**N° 37/2018** : Marché de services concernant l'exploitation de type P1, P2, P3 des équipements et matériels de chauffage, de climatisation, de ventilation mécanique de confort, production ESC, et traitement d'eau.

**N° 38/2018** : Marché de services concernant l'assurance dommages aux biens de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 39/2018** : Marché de services concernant l'accord-cadre à bons de commande de maîtrise d'œuvre pour les travaux de voirie et réseaux divers pour la ville de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 01/2019** : Marché de services concernant l'accord-cadre à bons de commande de maîtrise d'œuvre pour les travaux de voirie et réseaux divers pour la ville de Bagnols-sur-Cèze (modification de la décision n° 039/2018).

**N° 02/2019** : Fixation des tarifs pour les spectacles de la programmation culturelle du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

**N° 03/2019** : Création d'une régie de recettes pour les foires et marchés.

**N° 04/2019** : Suppression de la régie de recettes des droits de places, de sanisettes et des droits d'occupation du domaine public.

**Claudine PRAT** : Est-ce que je peux me permettre une question libre ?

**Jean-Yves CHAPELET** : Oui.

**Claudine PRAT** : En ce moment on entend beaucoup parler de participation des citoyens alors que l'on en voit fort peu au Conseil Municipal. A l'époque M. Rey avait suggéré que le Conseil Municipal soit filmé et retransmis en vidéo. Est-ce que c'est toujours dans l'air du temps ?

**Jean-Yves CHAPELET** : Non mais on peut se poser la question.

**Claudine PRAT** : Ça pourrait inciter les gens à suivre un peu mieux ce qui se passe dans la ville.

**Jean-Yves CHAPELET** : Il faut que l'on en rediscute entre nous.

**Claude ROUX** : Il est apparu récemment dans la presse qu'un consortium d'entreprises voulait aménager le parc Rimbaud pour l'été. La Mairie est citée mais qui n'a pas voulu faire quelque chose au parc Rimbaud ? Des bungalows avec des épisodes cévenols c'est plus que dangereux. Un brasseur extérieur à la ville c'est quand même dommage pour l'économie. Qu'en est-il ?

**Jean-Yves CHAPELET** : La Mairie a des projets qu'elle essaie de mettre en place et j'espère vous annoncer le 13 avril le lancement de la grande braderie de Bagnols. Sur le Bagnols plage, on l'a en tête depuis des années, on le relance, ça marche tant mieux, ça marche pas tant pis. Là, il s'avère qu'il y a un porteur de projets privé que j'ai rencontré, qui me dit « nous on est capable peut-être de le faire », alors pourquoi pas, on va voir. Quelques semaines après il va parler dans le Midi Libre tout seul, ce que j'ai un peu mal pris. Donc aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, il n'y a pas d'opposition. Pourquoi pas ? Mais il y a des prérequis avec d'une part le PLU avec une zone à risques d'inondations, ce n'est pas que c'est infaisable mais ça se travaille, ensuite nous avons le Reggae à Bagnols et je ne veux pas que l'un concurrence l'autre et vous venez de le dire, qui est concerné ? Comment on est concerné ? Quels sont les commerces ? Est-ce qu'ils sont au courant ? Donc, aujourd'hui, je suis clair sur ce dossier, il n'y a pas d'opposition de la mairie par contre il y a des prérequis qu'il faut lever et aujourd'hui ces prérequis ne sont pas levés. J'ai reçu les porteurs de projets hier et je leurs ai expliqué ce que je viens de vous dire. Par contre que l'on en parle dans les médias sans que j'en sois informé et que l'on nous cite à l'intérieur, il y a des petits coups de chaud comme ça qui passent mal.

Voilà, je vous remercie, je vous donne rendez-vous le 13 avril et je vous souhaite à tous un bon week-end.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **12 h 20**.

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET